

Troisième partie

Études par pays



Le contenu des notes pays reflète les développements politiques des pays au moment où ce rapport a été envoyé à l'impression (13/4/2012).

Une analyse actualisée (datée du 28/5/2012) est disponible sur :

www.africaneconomicoutlook.org/fr/countries.



AFRIQUE DU SUD

- La croissance économique de l'Afrique du Sud devrait se tasser légèrement en 2012, sous l'effet de la fragilité de l'économie mondiale et de problèmes intérieurs, mais elle pourrait se redresser en 2013.
- Le climat d'affaires est favorable au secteur privé, mais la pauvreté et les inégalités demeurent particulièrement marquées.
- Pour résoudre le problème du chômage des jeunes, l'Afrique du Sud encourage des mesures du côté de la demande, qui passent par la création d'emplois et des incitations à l'emploi.

La croissance économique de l'Afrique du Sud a légèrement augmenté en 2011, mais devrait ralentir en 2012, principalement sous l'effet des faiblesses structurelles intérieures et de la fragilité de l'embellie économique mondiale. Elle pourrait s'améliorer en 2013, sous réserve de la reprise mondiale et de la résolution en bon ordre de la crise budgétaire dans la zone euro. L'inflation annuelle moyenne a augmenté en 2011, et devrait continuer sur cette voie en 2012, avant de se stabiliser en 2013.

La consommation privée pourrait ralentir en 2012, avant de s'accélérer en 2013. La consommation publique se tassera, tandis que l'investissement augmentera. Les exportations de biens ont progressé de manière significative en 2011, de même que les entrées d'investissements directs étrangers (IDE). Avec l'amélioration des dépenses intérieures sous l'effet de la hausse attendue des investissements en capital fixe en 2013, les importations sud-africaines devraient s'intensifier, et peser sur la balance commerciale pendant les deux années à venir. Conjuguée à la hausse des services, du revenu des facteurs et des transferts courants, ce facteur risque de creuser le déficit des comptes courants en 2012 et en 2013.

La situation budgétaire s'est dégradée sur l'exercice 2011/12, mais devrait s'améliorer sur les deux exercices suivants, principalement du fait d'une modération de la croissance des dépenses primaires. Les entreprises publiques, qui détiennent environ 21 % de la dette publique extérieure, ont emprunté à l'étranger afin de financer l'amélioration de l'infrastructure, ce qui a conduit à une hausse significative des emprunts étrangers sur 2010/11. Cependant, selon les indicateurs du fardeau de la dette concernant l'Afrique du Sud, il n'existerait pas de risque majeur que le pays ait du mal à assurer le service de sa dette. La dette extérieure reste inférieure à 10 % de la dette publique totale.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.9	3.1	2.8	3.6
Inflation IPC	4.3	5.0	6.2	5.4
Balance budgétaire (% PIB)	-4.2	-4.8	-4.4	-4.2
Balance courante (% PIB)	-2.8	-3.1	-3.9	-4.3

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal avril (n) / mars (n+1).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605675>



ALGÉRIE

- La croissance soutenue en 2012 et 2013 devrait être tirée par les investissements publics, la demande intérieure et les prix du pétrole.
- Les principaux défis sont la diversification de l'économie et le renforcement des réformes.
- Le chômage des jeunes est estimé à 21.5 % contre 10 % sur l'ensemble de la population active.

La croissance algérienne, estimée à 2.8 % (4.8 % hors hydrocarbures) en 2011, devrait s'accélérer en 2012 et 2013 alors que l'inflation devrait rester modérée. La production du secteur hydrocarbure diminue progressivement, de 43.2 millions de tonnes métriques en 2007 à environ 32 millions de tonnes en 2011, mais génère néanmoins 98 % du volume des exportations et 70 % des recettes budgétaires. En 2011, les secteurs agricole et des services ont enregistré une croissance respective de 10 % et de 5.3 %. L'année 2012 sera certainement marquée par l'approfondissement des réformes politiques et économiques en réponse aux pressions sociales. L'état d'urgence en vigueur depuis 1992 a récemment été levé; de nouvelles lois ont été adoptées, notamment relatives à la vie politique et à l'information. De nouvelles mesures ont été prises pour améliorer le climat des affaires des petites et moyennes entreprises (nouveaux modes de paiement des importations ; bonification des crédits d'investissements et le traitement des dettes bancaires). La révision du code des marchés publics a permis un accroissement du taux de préférence nationale dans la commande publique à 25 %. La politique budgétaire restera expansionniste, maintenant un rythme soutenu d'investissements publics en conformité avec le plan quinquennal 2010-2014 d'un montant de 286 milliards USD. Le déficit budgétaire est ainsi en rapide augmentation, mais reste modéré.

Les principaux défis de l'Algérie à court et à moyen termes sont la diversification de l'économie, le renforcement des réformes politiques et économiques, l'amélioration du climat des affaires, la réduction des inégalités régionales et la création d'emplois. Le chômage des jeunes reste une préoccupation, estimé à 21.5 % pour les 15-24 ans contre 10 % au niveau total. Les programmes d'emploi existants ont été renforcés, notamment le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DIAP) et les conditions d'accès au crédit des jeunes promoteurs ont été simplifiées.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.3	2.8	3.1	4.2
Inflation IPC	3.9	4.1	4.3	5.2
Balance budgétaire (% PIB)	-1.0	-1.7	-4.3	-4.9
Balance courante (% PIB)	7.6	9.3	5.2	5.9

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604858>



ANGOLA

- En 2012 et 2013, la croissance du produit intérieur brut réel de l'Angola devrait s'améliorer nettement grâce au redémarrage de l'exploitation des gisements de pétrole et à la mise en production de nouveaux sites.
- L'Angola doit principalement améliorer son système de change et la gestion de ses finances publiques.
- Le chômage touche essentiellement les travailleurs non qualifiés, mais de plus en plus de jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi.

En 2011, la vigueur de l'expansion du secteur non pétrolier de l'Angola a été contrebalancée par un recul des recettes tirées des hydrocarbures, sous l'effet d'une baisse de la production et des exportations de pétrole brut. Cependant, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait s'améliorer nettement grâce au redémarrage de l'exploitation des gisements de pétrole et à la mise en production de nouveaux sites. On peut s'attendre à ce que le pays renoue avec une inflation à un seul chiffre en 2013. L'Angola continue de mettre en œuvre les accords de confirmation signés avec le Fonds monétaire international (FMI). Ces accords visent à resserrer la politique budgétaire et monétaire, à engager des réformes destinées à améliorer le système de change et la gestion de ses finances publiques, et à assurer la transparence budgétaire. En 2011, le pays a pris des mesures pour réorganiser son régime fiscal, instauré une unité de gestion de sa dette et mis en place un dispositif pour la gestion et le suivi des flux entre le secteur pétrolier et le budget public. La banque centrale est passée d'un rationnement temporaire à des adjudications et elle a élaboré une vaste stratégie axée sur le développement du secteur privé. De plus, une contraction des dépenses en capital et une meilleure maîtrise des dépenses pendant l'année 2011 ont permis au pays de rembourser 7.5 milliards USD d'arriérés sur sa dette intérieure, qui s'étaient accumulés depuis 2009.

La croissance économique et la viabilité budgétaire restent largement tributaires des recettes pétrolières. Cependant, les activités du secteur pétrolier requièrent beaucoup de capital et génèrent peu d'effets d'entraînement sur l'économie réelle. En conséquence, ce secteur emploie moins de 1 % de la population active totale. Une telle situation nuit à la diversification économique et empêche de créer les emplois qui font cruellement défaut. D'après les estimations, le taux de chômage avoisine 26 %, mais nombre d'emplois se concentrent dans l'économie informelle, l'agriculture ou le commerce de rue. Le chômage touche surtout les travailleurs non qualifiés, mais aussi, de plus en plus, les jeunes diplômés dont les compétences ne correspondent pas aux besoins du pays. Enfin, malgré des avancées sociales constantes, il reste des obstacles considérables à surmonter pour faire reculer la pauvreté et le chômage, ainsi que pour améliorer le développement humain en Angola.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.4	3.5	8.2	7.1
Inflation IPC	14.5	13.5	10.0	9.4
Balance budgétaire (% PIB)	6.8	7.3	4.7	5.0
Balance courante (% PIB)	8.9	13.5	10.1	9.8

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604877>



BÉNIN

- La légère reprise de l'économie béninoise en 2011 devrait se confirmer en 2012 et 2013.
- La modernisation et la diversification du secteur agricole ainsi que le développement des infrastructures s'avèreront déterminants pour une croissance forte et durable.
- L'amélioration des services sociaux de base et de l'emploi des jeunes constituent des défis majeurs.

L'activité économique au Bénin s'est progressivement remise sur les rails en 2011 au lendemain des élections présidentielles et législatives tenues entre mars et avril. La relance de l'agriculture après les inondations ainsi que la remise en état des infrastructures ont contribué à redresser la croissance économique qui devrait s'accélérer en 2012. L'économie béninoise demeure toutefois marquée par une forte vulnérabilité aux chocs liée à la faible diversification des sources de croissance. La modernisation et la diversification du secteur agricole et le développement des infrastructures s'avèreront déterminants pour permettre une croissance forte et durable. La politique monétaire devra viser à atténuer les tensions inflationnistes nées de la levée partielle des subventions sur le prix de l'essence au Nigeria tout en assurant un niveau de liquidité adéquat pour soutenir l'activité économique.

Sur le plan social, avec plus de 35 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, la plupart des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) seront difficilement atteints à l'horizon 2015. La Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté 2011-2015 (SCRP) met à cet égard un accent particulier sur la réalisation des indicateurs relatifs à l'éducation et à la santé. Le chômage et le sous-emploi sont deux fois plus élevés chez les jeunes que chez les adultes, en raison notamment de la faiblesse de l'offre d'emploi, de la réticence des employeurs à recruter des primo-demandeurs et de l'inadéquation entre la formation et l'emploi. Plusieurs programmes ont été initiés mais les résultats obtenus sont mitigés, en raison notamment des faibles ressources allouées aux structures en charge de l'emploi et du manque d'informations fiables sur la situation de l'emploi des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.6	3.0	4.2	4.1
Inflation IPC	2.1	2.7	5.4	2.9
Balance budgétaire (% PIB)	-1.6	-0.6	-0.2	-1.1
Balance courante (% PIB)	-6.9	-8.7	-8.7	-9.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604896>



BOTSWANA

- En 2012, l'inflation au Botswana devrait diminuer et la croissance du produit intérieur brut réel fléchir légèrement.
- Le pays reste aux prises avec des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalités et de chômage.
- Le chômage des jeunes constitue un grave problème auquel le Botswana cherche à remédier par diverses mesures.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du Botswana est restée solide en 2011, grâce aux excellentes performances des mines, du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) et des industries manufacturières. Elle devrait fléchir en 2012, puis redevenir robuste en 2013. On anticipe que, sous l'effet des réductions attendues des dépenses publiques en 2012, l'inflation retombera en 2013 dans la fourchette correspondant à l'objectif (3-6 %). La crise ayant creusé son déficit budgétaire, le pays est en train d'assainir ses finances. Le gouvernement s'attache à réduire ce déficit pour atteindre l'équilibre en 2012/13, via l'amélioration du recouvrement des recettes et la diminution des dépenses récurrentes et de développement, tout en préservant la croissance économique. L'endettement extérieur reste faible et tenable. D'après les estimations, il a été ramené 20.4 % en 2011 et ne représentera plus que 12.3 % du PIB en 2015, grâce à des mesures d'assainissement budgétaire axées sur l'achèvement des projets d'infrastructure en cours et sur la limitation des dépenses consacrées à des projets à haut rendement.

Cependant, malgré ses résultats économiques impressionnants, le Botswana reste confronté à des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalités et de chômage, ainsi qu'à une forte prévalence du VIH/sida. Bien que la proportion de la population qui vit sous le seuil de pauvreté ait été ramenée de 30.6 % en 2002/03 à environ 20.7 % en 2009/10, la pauvreté demeure très présente au Botswana par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire, et elle s'accompagne de profondes inégalités de revenus. Le taux de chômage ressort à 17.6 %, et touche particulièrement les jeunes. Les 12-29 ans au chômage constituent 63.4 % de la population active sans emploi (enquête 2005/06). Le Botswana tente de remédier à ces problèmes par des mesures de lutte contre la pauvreté, et notamment par la mise en œuvre de programmes de création d'emplois.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.2	6.6	4.4	3.9
Inflation IPC	6.9	7.7	6.2	4.8
Balance budgétaire (% PIB)	-10.9	-5.6	-3.3	-3.1
Balance courante (% PIB)	-5.0	-2.7	1.7	5.8

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. (ISTEEBUet le Banque Centrale du Botswana).

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscale avril (n) / mars (n+1)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604915>



BURKINA FASO

- En 2012, le rythme de croissance économique devrait légèrement s'accroître mais il s'accompagnera de pressions inflationnistes.
- Un enjeu clé résidera dans l'amélioration de la gouvernance et particulièrement, dans le renforcement des capacités de gestion de la dette.
- Le sous-emploi et le chômage qui touchent majoritairement les jeunes sont des défis majeurs.

La légère augmentation de la croissance projetée pour 2012 et 2013 devrait être principalement tirée par les industries extractives (or et manganèse), l'égrenage du coton et l'agriculture vivrière. Les investissements dans les infrastructures devraient également contribuer à l'accélération de la croissance et améliorer la compétitivité économique du pays tout en facilitant son accès aux marchés régionaux et internationaux. L'économie demeurera néanmoins vulnérable aux chocs exogènes notamment les facteurs climatiques (déficit pluviométrique), le repli du cours de l'or et la forte augmentation du prix du pétrole. Les pressions inflationnistes devraient s'accroître en 2012 faisant de la maîtrise des prix un défi majeur à relever dans un contexte de crise alimentaire. La volonté politique affichée en faveur de la lutte contre la corruption ainsi que la mise en œuvre de réformes institutionnelles devrait conduire à améliorer la gouvernance en 2012 et 2013. Dans le même temps, les mécanismes de responsabilisation en matière de gestion des dépenses publiques ainsi que les capacités de gestion de la dette devront être renforcés afin de d'améliorer la soutenabilité de la dette.

Le chômage est faible avec un taux de 1.8 % et touche principalement les jeunes et le milieu urbain. Le sous-emploi affecte une grande partie de la population, notamment en milieu rural. La faible qualification et la sous-rémunération des travailleurs conduit à une persistance de la pauvreté. Afin de pallier ces problèmes, le pays devra mettre en place des politiques d'adéquation des formations aux besoins du marché et accélérer la transformation économique pour permettre au secteur privé d'absorber le flux des demandeurs d'emploi.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.9	5.1	5.3	5.5
Inflation IPC	-0.6	2.8	3.9	2.8
Balance budgétaire (% PIB)	-10.7	-8.1	-7.6	-8.5
Balance courante (% PIB)	-3.2	-0.9	-0.4	-2.6

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604934>



BURUNDI

- Une reprise modérée de la croissance est attendue en 2012 et en 2013.
- Les réformes structurelles et la lutte contre la pauvreté sont gênées du fait de capacités institutionnelles limitées et de l'instabilité politique.
- Le fort taux de chômage des jeunes est un défi majeur auquel devra s'attaquer le pays.

Un rebond de la production de café et de l'activité de construction devrait contribuer à une reprise modérée de la croissance en 2012 et en 2013. Cette croissance restera néanmoins vulnérable à la volatilité des cours du pétrole, aux conditions météorologiques, à la fragilité de la paix sociale ainsi qu'aux incertitudes qui pèsent sur les aides extérieures. Afin de réduire la dépendance du pays aux financements extérieurs, la mobilisation des ressources internes devrait être renforcée au travers de la poursuite des réformes structurelles et d'une meilleure gouvernance économique. L'amélioration de la gestion des finances publiques passera notamment par le désengagement de l'État dans le secteur du café et le développement de partenariats publics privés dans le secteur de l'énergie. Sur le plan politique, les boycotts des dernières élections présidentielles par l'opposition en juin 2010 ont fait surgir des inquiétudes sur la stabilité politique du pays.

Au plan social, des progrès significatifs ont été enregistrés suite à la mise en œuvre de la politique de la gratuité de l'éducation et de la santé. Le pays devra désormais s'attaquer au fort taux de chômage des jeunes (estimé à près de 60 %) qui constitue également une menace pour la stabilité politique. Plusieurs facteurs expliquent ce taux élevé : le faible développement du secteur privé formel qui hésite à embaucher des jeunes sans expérience professionnelle, le secteur public peu enclin à recruter dans un contexte de maîtrise de la masse salariale, la forte croissance démographique et l'inadéquation de la formation qui reste souvent trop théorique.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.9	4.0	4.8	5.3
Inflation IPC	6.5	8.3	12.3	10.5
Balance budgétaire (% PIB)	-7.5	-7.7	-7.2	-7.4
Balance courante (% PIB)	-2.8	-18.1	-28.0	-27.5

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604953>



CAMEROUN

- La croissance économique des prochaines années devrait être soutenue par la reprise de l'activité pétrolière.
- Le Cameroun devra améliorer la compétitivité de l'économie et le climat des affaires afin de pallier le risque d'affaiblissement de la demande extérieure lié à la crise en Europe.
- L'insertion des jeunes dans la vie économique demeure un enjeu important.

Soutenue par une reprise de l'activité pétrolière, la consolidation de la croissance prévue en 2012 et en 2013 risque d'entraîner une hausse de l'inflation, toutefois contenue en deçà de la limite communautaire de 3 %. Le solde budgétaire et la balance commerciale devraient s'améliorer en raison de l'accroissement des recettes pétrolières. Cependant, un ralentissement persistant de l'activité économique dans la zone euro pourrait à moyen terme se traduire par une baisse des performances, l'Union européenne demeurant le premier partenaire commercial du Cameroun. Dans ce contexte, l'enjeu majeur repose sur la poursuite de la politique de relance du secteur agricole, de développement des infrastructures et de renforcement de l'offre énergétique, indispensable pour soutenir la croissance. Le gouvernement doit également poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles pour améliorer la compétitivité de l'économie et le climat des affaires. Le contexte politique a été marqué en 2011 par le choix de confier l'organisation de l'élection présidentielle à un organisme indépendant, Elections Cameroon.

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 35 ans est estimé à 13 %, mais le sous-emploi, très élevé, atteint le niveau de 71.9 % à l'échelle nationale et de 54.4 % et 79.2 % respectivement en milieux urbain et rural. Cependant, la promotion de l'emploi des jeunes est au cœur des préoccupations du gouvernement. Elle a connu un coup d'accélération avec la mise en place d'un Plan Jeunesse (2009-2013) visant à rendre opérationnelle la politique nationale de la jeunesse adoptée en 2006. Plusieurs programmes d'appui à l'insertion socio-économique des jeunes ont été élaborés mais leur application n'est pas toujours en adéquation avec la politique nationale de l'emploi. En outre, il est essentiel d'axer la stratégie d'emploi sur le partenariat entre universités et entreprises pour faciliter le processus de transition vers le marché du travail.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.2	4.1	4.4	4.6
Inflation IPC	1.3	2.5	2.7	2.7
Balance budgétaire (% PIB)	-1.1	-1.3	0.2	0.8
Balance courante (% PIB)	-5.8	-6.3	-5.4	-3.5

Source : Département des statistiques de la BAD, basé sur les données des administrations nationales; calcul des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604972>



CAP-VERT

- On anticipe une stagnation de la croissance économique du Cap-Vert entre 2011 et 2013.
- Le Cap-Vert se comporte de manière exemplaire sur le plan de la gouvernance de son secteur public, mais la pérennité de sa croissance économique est de plus en plus menacée par des problèmes d'infrastructure.
- C'est un des seuls pays d'Afrique qui devrait atteindre les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

En 2011, le programme d'investissements publics (PIP) anticyclique mis en place par l'État a contrebalancé la contraction des investissements privés et préservé un niveau adéquat de développement de l'infrastructure. Pour 2012/13, le scénario de base envisagé par les autorités prévoit un resserrement de la politique budgétaire conjugué à des mesures monétaires prudentes. La stratégie de développement à moyen terme du Cap-Vert vise à transformer l'économie du pays grâce à la diversification de sa base de production. L'État déploie actuellement des efforts considérables pour développer des grappes de croissance : services maritimes et pêche, services financiers et technologies de l'information (TI) et services de transport aérien. Cependant, le développement du pays reste entravé par un certain nombre d'obstacles et de difficultés. Compte tenu de son insularité, de la fragmentation de son territoire et de la petite taille de sa population, le marché intérieur du Cap-Vert est limité. L'infrastructure est de qualité insuffisante, ce qui pèse sur sa compétitivité, et l'environnement d'affaires, même s'il est en train de s'améliorer, a besoin de réformes supplémentaires. Le Cap-Vert enregistre également un creusement des inégalités, notamment entre zones rurales et urbaines. Ce pays est tributaire de ressources financières extérieures, notamment de l'aide au développement et des envois de fonds par sa diaspora, et il est vulnérable aux chocs extérieurs.

Le Cap-Vert doit faire face à un taux de chômage relativement élevé, en particulier parmi les jeunes (qui représentent plus de la moitié de la population active). Le manque d'emplois productifs et d'entrepreneuriat constitue un problème fondamental pour l'avenir à long terme du pays. Par conséquent, la politique budgétaire favorable à la croissance doit s'accompagner d'améliorations de l'environnement d'affaires et d'un assouplissement des critères d'octroi de crédits de façon à encourager la création d'emplois. Du côté de la demande, les efforts doivent se concentrer sur la refonte des programmes d'enseignement supérieur et sur le ciblage des programmes de formation, ce qui permettra de réduire l'inadéquation des compétences et les pénuries de main-d'œuvre.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.4	5.0	5.1	5.2
Inflation IPC	2.1	4.5	3.3	2.5
Balance budgétaire (% PIB)	-10.8	-10.7	-10.1	-10.5
Balance courante (% PIB)	-12.4	-15.0	-12.3	-10.2

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932604991>



COMORES

- En 2012-2013, une modeste accélération de la croissance devrait être portée par les exportations agricoles et les infrastructures.
- L'atteinte du Point d'Achèvement de l'Initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE) permettra de bénéficier d'une annulation de la dette multilatérale.
- Le chômage touche 14.3 % de la population active et frappe particulièrement les jeunes (44.5 %).

La croissance devrait légèrement s'accélérer en 2012 en dépit d'une conjoncture économique défavorable en France, pays qui accueille l'essentiel de l'émigration comorienne. Cette croissance devrait s'appuyer sur la mise en œuvre de plusieurs grands chantiers d'infrastructures dans le domaine des transports, du tourisme et de l'énergie. Cependant, ce regain d'activités en 2012 et 2013 pourrait peser sur la hausse des prix des importations et sur le déficit commercial. En 2012, les Comores seront confrontées au défi majeur de l'atteinte du Point d'Achèvement de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE). La réalisation de cet objectif devrait ouvrir la voie à une diminution importante du stock de dette dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) permettant de ramener le ratio dette/exportations à un niveau soutenable de 150 % contre 349 % en 2011.

Les jeunes sont confrontés à un chômage important qui touche environ 45 % de la population en âge de travailler soit quasiment un jeune sur deux. Ce chômage est essentiellement structurel et touche les jeunes, aussi bien qualifiés que non qualifiés. Il résulte notamment de l'insuffisance de la croissance économique et des contraintes multiples auxquelles font face les entreprises (coût élevé de l'énergie, mauvais état des infrastructures, fiscalité élevée, poids des charges financières). Du côté de l'offre, les jeunes comoriens ne sont pas assez formés pour répondre aux besoins du marché du travail. La fonction publique représente, à l'heure actuelle, le principal pourvoyeur d'emplois aux Comores.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.0	2.0	3.1	3.5
Inflation IPC	3.8	1.9	4.6	3.5
Balance budgétaire (% PIB)	7.2	-0.1	-1.9	-2.1
Balance courante (% PIB)	-8.7	-7.7	-6.8	-8.8

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605048>



CÔTE D'IVOIRE

- La relance de l'économie pour 2012-2013 dépendra de la consolidation de la paix et de la restauration de l'appareil productif.
- L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE) est prévue pour 2012.
- Le chômage des jeunes, estimé à 24.2 % avant la crise postélectorale, contribue à la persistance de la pauvreté.

La reprise économique et l'amélioration du climat des affaires sont attendues en 2012 sous l'hypothèse d'une normalisation de la situation sécuritaire et de la consolidation de la paix. Des mesures d'incitation en faveur du secteur privé devront être mises en œuvre afin de restaurer l'appareil productif. La croissance sera portée par l'investissement public et le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. L'inflation devrait progressivement baisser grâce à la fluidité de l'approvisionnement des marchés et à la stabilisation des prix des produits pétroliers. A moyen terme, le cadre macroéconomique global s'inscrit dans le programme économique et financier 2012-2014, appuyé par le FMI, dont la mise en œuvre pourrait permettre à la Côte d'Ivoire d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2012 et de bénéficier de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. L'atteinte des objectifs macroéconomiques dépend de l'accélération des réformes visant l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires, les bonnes performances dans les secteurs financier, de l'énergie et du café cacao. Sur le plan politique, la consolidation et le maintien de la paix à travers le renforcement du dialogue et l'amélioration de l'environnement sécuritaire constituent des défis majeurs pour le pays.

La situation en matière d'emploi des jeunes est caractérisée par un taux de chômage élevé et une forte proportion d'emplois de courte durée. L'insertion professionnelle des jeunes est freinée notamment par l'inadéquation entre formation et emploi et la faiblesse du système de prospection d'emploi. L'Agence d'étude et de promotion de l'emploi (AGEPE) ne dispose pas de moyens suffisants pour mener à bien sa mission.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.4	-5.9	8.6	5.5
Inflation IPC	1.7	4.9	3.6	3.1
Balance budgétaire (% PIB)	-2.3	-2.5	-2.8	-3.5
Balance courante (% PIB)	4.6	3.0	3.7	0.7

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605105>



DJIBOUTI

- En 2012-2013, une accélération de la croissance est attendue, portée par une reprise des activités portuaires et des Investissements directs à l'étranger (IDE).
- Le pays mène une politique macroéconomique prudente et poursuit les réformes structurelles convenues avec le FMI.
- Plus de 70 % de la population est pauvre et plus de 50 % des actifs sont au chômage.

Le regain d'activités dans le secteur portuaire, la mise en place des investissements reportés depuis le début de la crise économique et financière internationale, l'extension du terminal à conteneurs de Doraleh et l'exploitation des ressources géothermiques du pays serviront de base à l'accélération de la croissance attendue en 2012 et 2013. Le pays a en outre signé en février 2012 un accord historique de coopération tripartite avec l'Éthiopie et le Sud-Soudan visant la construction d'infrastructures de télécommunication, routières, ferroviaires et de transport pétrolier afin de relier le Sud-Soudan enclavé, à Djibouti. Le pays s'est placé dans l'optique de devenir une plateforme régionale de services commerciaux, logistiques et financiers. Les autorités ont continué de s'atteler au cours de l'année à respecter le programme du FMI dont la quatrième revue a été conclue en juillet 2011. Cependant, l'amélioration des conditions de vie de la population et notamment la réduction du niveau de pauvreté constituent des défis majeurs pour le pays qui compte une population à près de 75 % pauvre dont 42 % vivent dans une situation d'extrême pauvreté.

Les jeunes sont sévèrement touchés par le chômage qui est endémique dans le pays. Les autorités ont mis en place des initiatives visant à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes afin de résorber leur chômage et de stimuler le développement du secteur privé. Historiquement, l'État jouait le rôle de principal pourvoyeur d'emplois. Cela explique la déconnexion qui existe actuellement entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail. Les autorités cherchent à y remédier par l'intermédiaire de formations adéquates en phase avec les attentes des employeurs.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.5	3.5	4.8	6.7
Inflation IPC	4.0	5.1	2.1	2.1
Balance budgétaire (% PIB)	-0.6	-0.5	2.1	2.9
Balance courante (% PIB)	-5.5	-6.9	-6.6	-8.5

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605124>



ÉGYPTE

- La croissance devrait rester déprimée en Égypte, car l'État n'a pas encore accédé aux revendications de son peuple, qui réclame « du pain, de la liberté et de la justice sociale.
- Si l'État veut faire face à la nécessaire augmentation des dépenses sociales, il doit réformer ses entreprises publiques et son système inefficace de subventions à l'énergie.
- Le chômage des jeunes, deux fois plus élevé que la moyenne nationale, requiert une intervention urgente de tous les acteurs.

Dans le sillage de la révolution du 25 janvier 2011 en Égypte, les premières élections législatives libres et équitables se sont tenues en janvier 2012, et un président élu devrait entrer en fonction d'ici la mi-2012. Les acteurs politiques se sont engagés à rendre des comptes et à garantir la transparence des institutions et des services publics, laissant espérer une ère nouvelle d'opportunités économiques. Mais la révolution a aussi engendré de nouveaux problèmes. La croissance économique s'est tassée en 2011 et ne devrait se redresser qu'en 2012/13. La persistance des troubles politiques a entraîné un repli du tourisme et des investissements directs étrangers (IDE), deux sources essentielles de réserves de change. En conséquence, la banque centrale a rapidement épuisé ses réserves pour maintenir le taux de change. Si l'État veut être en mesure d'accroître ses dépenses dans l'éducation, la santé et la protection sociale pour les plus démunis, il doit en priorité réformer ses entreprises publiques et son système inefficace de subventions à l'énergie. Pour répondre aux revendications à court terme qui se sont exprimées lors de la révolution, l'Égypte devra aussi poser les bases des réformes économiques à moyen et long terme qui garantiront une croissance inclusive, ce qui était l'une des principales revendications des manifestants.

L'Égypte doit par ailleurs remédier à son retard de développement humain et aux inégalités sociales, qui touchent surtout les femmes et la population rurale. La mauvaise qualité du système éducatif ne permet pas de répondre aux besoins du marché du travail. À 23 %, le taux de chômage des jeunes est deux fois supérieur à la moyenne nationale. Le plan d'action national pour la jeunesse, destiné à accroître l'employabilité des jeunes, à leur offrir des opportunités d'emploi et à développer des politiques et des programmes axés sur le marché du travail, ne parvient pas à porter ses fruits. La plupart des emplois créés dans le pays sont de mauvaise qualité et se concentrent dans le secteur informel. L'incapacité à développer une solution multi-acteurs à ce problème pourrait mettre en péril tous les autres gains potentiels de la révolution.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.1	1.8	0.8	2.8
Inflation IPC	10.1	11.8	10.8	10.4
Balance budgétaire (% PIB)	-8.1	-9.4	-8.5	-8.5
Balance courante (% PIB)	-2.0	-4.1	-1.3	1.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
Année fiscale juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605143>



ÉTHIOPIE

- En 2011, la croissance vigoureuse enregistrée ces dernières années par l'Éthiopie s'est poursuivie, mais elle risque de fléchir légèrement en 2012 et 2013.
- Le plan quinquennal de transformation et de croissance (Growth and Transformation Plan - GTP) devrait encourager une croissance forte et inclusive.
- À ce jour, la croissance n'a pas permis de créer des opportunités d'emplois adéquates pour les jeunes.

En 2011, l'économie éthiopienne est restée sur la trajectoire de croissance vigoureuse des six années précédentes. Cette expansion résulte des bonnes performances de diverses activités, bien que les services et les industries manufacturières progressent plus rapidement que les autres secteurs. Cette dynamique devrait perdurer en 2012 et 2013. Le plan quinquennal de transformation et de croissance de l'Éthiopie (Growth and Transformation Plan – GTP), qui couvre la période 2010/11-2014/15, est axé sur la mutation de l'agriculture et sur le développement industriel, qui sont deux grands moteurs de la croissance. En 2010/11, la gestion macroéconomique s'est révélée très difficile, comme en témoigne le rebond de l'inflation, imputable à plusieurs facteurs endogènes et exogènes : laxisme monétaire, renchérissement des intrants importés, sécheresse, dysfonctionnement du marché intérieur et problèmes d'offre, notamment. Mais l'inflation courante s'explique avant tout par la flambée des prix alimentaires. Elle devrait toutefois refluer nettement en 2013. Le gouvernement continue de mettre en œuvre une politique budgétaire prudente, qui vise à mobiliser les recettes du pays et à réduire les emprunts intérieurs. Cette politique a permis d'améliorer l'état des finances publiques en 2011. Cependant, le déficit devrait se creuser sur la période durant laquelle le GTP sera déployé. La balance des paiements s'est, elle aussi, améliorée en 2010/11, grâce à un important essor des exportations ainsi qu'à la hausse des transferts privés et des financements externes.

L'Éthiopie a considérablement progressé sur la voie du développement social et humain. Elle est l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne à enregistrer des avancées rapides vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), mais le chômage des jeunes y reste un problème majeur. À 27 %, il est plus élevé que pour toutes les autres tranches d'âge.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	11.4	10.7	7.0	7.6
Inflation IPC	17.5	26.7	29.3	14.5
Balance budgétaire (% PIB)	-1.7	-1.6	-2.2	-1.9
Balance courante (% PIB)	-4.9	-6.3	-8.6	-8.4

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs..
Année fiscale juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605200>



ÉRYTHRÉE

- En 2011, l'Érythrée a enregistré une croissance vigoureuse grâce aux investissements miniers, mais ceux-ci cesseront probablement dans un avenir proche.
- L'économie pâtit des problèmes d'insécurité au niveau national, de la sécheresse et de l'impact de la crise financière mondiale sur les transferts de fonds.
- Les obstacles à la création d'emplois pour les nombreux jeunes que compte le pays restent considérables.

En 2011, la croissance économique de l'Érythrée a été vigoureuse grâce à des investissements substantiels dans des projets miniers, en particulier dans la mine d'or de Bisha. C'est principalement la production de cette mine et des mines d'argent, de cuivre et de zinc qui devrait tirer l'expansion du pays en 2012 et 2013. Néanmoins, dans un avenir proche, la croissance ne sera probablement pas aussi forte qu'en 2011, car il faut s'attendre à une baisse des cours des ressources minérales. Le lourd déficit budgétaire en 2011 devrait continuer de diminuer en 2012, mais aussi en 2013. En 2011, d'après les estimations, l'Érythrée a affiché une inflation à deux chiffres. Celle-ci pourrait se replier légèrement si les améliorations attendues de la production agricole se matérialisent, mais elle restera élevée. La balance des opérations courantes s'est améliorée grâce à la progression des recettes tirées des exportations de ressources minérales. Elle restera probablement légèrement excédentaire à moyen terme, surtout si le cours de l'or demeure stable. Pour l'avenir, la position de l'Érythrée vis-à-vis des problèmes de sécurité dans la région, et tout particulièrement ses relations avec son grand voisin, l'Éthiopie, pourrait l'obliger à entretenir une importante infrastructure militaire. La préservation de la forte croissance enregistrée en 2011 dépendra du risque de famine et de l'insécurité alimentaire, de la découverte de vastes gisements de minéraux dans plusieurs zones du pays, de l'ampleur des investissements étrangers dans l'exploitation de ces sites et des relations de l'Érythrée avec la communauté internationale, y compris avec la Chine.

La création d'opportunités d'emplois pour les nombreux jeunes que compte l'Érythrée fait partie des grandes priorités du pays. L'État s'attache à développer l'enseignement supérieur, mais il n'est pas certain qu'il déploiera une stratégie garantissant des emplois pour la plupart des diplômés.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.2	8.2	6.3	3.5
Inflation IPC	12.7	13.5	12.5	12.0
Balance budgétaire (% PIB)	-16.1	-16.2	-13.5	-12.5
Balance courante (% PIB)	-5.8	0.2	1.3	0.3

Source : Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les projections (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605200>



GABON

- Le taux de croissance du PIB réel devrait décélérer en 2012 et 2013.
- Le Gabon devra améliorer la viabilité budgétaire et la compétitivité extérieure dans la perspective d'une diminution des réserves pétrolières.
- Le taux de chômage des jeunes est de 30 % contre un taux global de 16 %.

En 2011, l'activité économique a été intense, soutenue par la hausse des investissements publics pour la construction et la réhabilitation des infrastructures routières ainsi que des stades en perspective de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2012 organisée par le Gabon et la Guinée Equatoriale. L'année 2012 et dans une certaine mesure l'année 2013 se présenteraient dans un contexte favorable avec notamment : (i) le maintien à un niveau élevé des cours des produits d'exportation du Gabon (pétrole, manganèse, bois) ; (ii) l'optimisation des vieux champs par les compagnies pétrolières ; (iii) l'entrée en activité de la zone économique spéciale Nkok. La situation macroéconomique du pays reste cependant dépendante des cours du pétrole dont les revenus représentent plus de 60 % des recettes de l'Etat et 75 % des exportations. Le Gabon devra améliorer la viabilité budgétaire et la compétitivité extérieure dans la perspective d'une diminution des réserves pétrolières. La gestion économique demeure très volontariste pour hisser le pays au rang des émergents à l'horizon 2035 à la faveur d'une diversification économique et de l'amélioration du climat des affaires.

Au plan social, les inégalités de revenu et la pauvreté persistent. En ce qui concerne l'emploi, le taux de chômage des jeunes double le taux global. Le gouvernement a initié la mise en place de fonds spécifiques pour soutenir les réformes entreprises par l'Office national de l'emploi ainsi qu'un projet de « E-Emploi » en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Ces actions devraient être soutenues par la création directe d'emplois à travers des investissements directs étrangers dans les zones économiques spéciales et le secteur minier hors pétrole (manganèse et fer).

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6.6	5.8	4.4	3.3
Inflation IPC	1.5	2.1	3.1	2.8
Balance budgétaire (% PIB)	4.8	7.4	8.5	9.2
Balance courante (% PIB)	8.2	8.8	9.6	11.2

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605219>



GAMBIE

- Malgré la récession mondiale, la croissance économique de la Gambie restera robuste, principalement tirée par l'essor de l'agriculture.
- Alors que la gouvernance économique du pays s'améliore, la gouvernance politique demeure, elle, problématique.
- Afin de remédier au taux élevé de chômage des jeunes et à la pauvreté, la Gambie va mettre en œuvre un programme pour l'accélération de la croissance et de l'emploi.

La croissance de l'économie gambienne a ralenti en 2011, mais devrait se stabiliser en 2012 et 2013. Elle est principalement tirée par l'agriculture. Celle du produit intérieur brut (PIB) a pâti d'une météorologie défavorable, qui a grevé la production agricole en 2011, ainsi que de la crise mondiale de ces dernières années. Néanmoins, les réformes engagées par l'État dans l'agriculture vont continuer de dynamiser l'économie et de soutenir son expansion. En 2011, le renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie a entraîné une poussée de l'inflation, alors que le pays importe la moitié des produits alimentaires dont il a besoin, et sa monnaie s'est légèrement dépréciée par rapport à toutes les grandes devises. D'après les prévisions, l'inflation restera néanmoins modérée en 2012 et 2013, grâce à la poursuite d'une politique monétaire restrictive, destinée à la maintenir sous la barre des 5 %. De même, le resserrement de la politique budgétaire devrait réduire encore le déficit budgétaire en pourcentage du PIB en 2012 et 2013. En outre, la Gambie devrait parvenir à maîtriser sa dette intérieure et extérieure, ce qui mettrait un terme aux problèmes qui résultent de son lourd endettement public. Ces mesures seront complétées par une refonte de la fiscalité et par une amélioration de l'administration des recettes et de la gestion financière du secteur public.

Le chômage des jeunes, qui, d'après les estimations, est supérieur à 40 %, reste un grave problème en Gambie. Le nouveau Programme pour l'accélération de la croissance et de l'emploi (Programme for Accelerated Growth and Employment – PAGE), qui sera déployé entre 2012 et 2015, est ambitieux et vise à faire reculer à la fois la pauvreté et le chômage.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6.3	5.5	5.6	5.6
Inflation IPC	3.9	4.7	4.8	5.0
Balance budgétaire (% PIB)	-5.4	-4.2	-3.8	-2.8
Balance courante (% PIB)	-17.0	-17.5	-16.9	-16.4

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605238>



GHANA

- Le PIB réel du Ghana devrait rester robuste en 2012 et 2013.
- Les perspectives budgétaires pour 2012 sont fortement perturbées par les élections prochaines et la tendance à la hausse des salaires découlant de la mise en œuvre de la nouvelle politique salariale.
- De plus en plus, les jeunes n'ont d'autres choix que de se créer leurs propres opportunités économiques dans le secteur informel.

En 2011, le Ghana a enregistré une vive croissance, alimentée par les recettes pétrolières et par les solides performances des exportations de cacao et d'or. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait rester soutenue en 2012 et 2013, sous l'effet de l'expansion de la production pétrolière et des activités minières, et grâce au secteur industriel. Sur cette période, l'inflation devrait rester inférieure à 10 %. De même, les réformes fiscales instituées en 2011 devraient permettre de prolonger sur 2012 les excellents résultats budgétaires obtenus cette année. À moins qu'elles ne restent contenues à des niveaux prudents, les dépenses publiques en 2012, année électorale, pourraient compromettre l'assainissement macroéconomique et budgétaire au cours des années à venir. Parallèlement, des évolutions délétères des flux d'investissement étrangers et des cours mondiaux des matières premières risquent de mettre à mal la politique monétaire.

Toutefois, les gains de croissance économique ne se sont pas traduits par des opportunités d'emploi adéquates dans le secteur formel. On estime que 54 % de la population active reste dans le secteur informel, alors que seulement 11.5 % des travailleurs opèrent dans le secteur formel. Parmi ces derniers, les jeunes ne représentent que 14 % des personnes officiellement salariées. Les jeunes ont énormément de mal à trouver un emploi dans le secteur formel, et de plus en plus, ils n'ont d'autre choix que de se créer leurs propres opportunités économiques dans le secteur informel, en tant que travailleurs indépendants ou employés de maison. La politique nationale de la jeunesse (National Youth Policy) de 2010 et la stratégie de développement national constituent des avancées dans la bonne direction, car elles coordonnent les thématiques transversales des problèmes de la jeunesse dans le cadre des stratégies des organismes publics.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.7	13.7	8.3	7.7
Inflation IPC	10.8	8.7	8.2	7.7
Balance budgétaire (% PIB)	-5.9	-4.3	-1.8	-1.5
Balance courante (% PIB)	-8.2	-11.6	-8.0	-9.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605257>



GUINÉE

- La croissance économique devrait s'accélérer en 2012 et 2013.
- Les résultats satisfaisants dans la mise en œuvre du programme de référence devraient permettre à la Guinée de conclure un programme avec le FMI.
- L'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail expliquerait le maintien d'un taux élevé de chômage à hauteur de 30 % de la population jeune.

En 2011, l'économie guinéenne a connu un regain d'activités malgré une situation socio-politique difficile. Tirée par le rebond du secteur agricole, l'amélioration de la productivité du secteur minier et le dynamisme du secteur de la construction, la croissance devrait rester soutenue en 2012 et 2013. La politique monétaire a été marquée en 2011 par un relèvement du taux de réserves obligatoires et du taux directeur afin de contrôler les liquidités et freiner l'expansion de la masse monétaire. L'inflation devrait néanmoins rester élevée, à deux chiffres en 2012 et 2013. La Guinée sort d'une longue période d'instabilité politique et la situation socio-politique demeure toujours fragile. Les dissensions politiques tournent autour des conditions de la poursuite du processus électoral et des difficultés financières et logistiques. Cependant, les résultats satisfaisants dans la mise en œuvre du programme de référence devraient permettre à la Guinée de conclure un programme avec le FMI.

La dégradation des conditions de vie des populations a été accentuée par la difficulté d'accès aux services de base et les conflits dans les pays limitrophes. Le chômage est un phénomène essentiellement urbain et touche particulièrement les jeunes de 20 à 29 ans. Les réponses du gouvernement visant à atténuer le chômage et le sous-emploi des jeunes ne génèrent pas les résultats escomptés en raison de l'inadéquation entre la formation offerte et les besoins de l'économie, du manque de structures d'encadrement fiables et de personnel qualifié.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	1.9	4.0	5.1	5.5
Inflation IPC	15.5	21.2	16.7	10.1
Balance budgétaire (% PIB)	-13.9	-13.8	-8.1	-6.6
Balance courante (% PIB)	-6.5	-9.1	-6.1	-6.2

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
[StatLink !\[\]\(fe5d33c08faf9a42a148630afb19375e_img.jpg\) http://dx.doi.org/10.1787/888932605276](http://dx.doi.org/10.1787/888932605276)



GUINÉE-BISSAU

- La performance de l'économie dépend essentiellement du prix des noix de cajou sur le marché mondial, qui devrait baisser en 2012, ainsi que du retournement politique qui vient de venir de produire.
- Les élections présidentielles dont le premier tour a eu lieu le 18 mars, suite au décès du président en janvier 2012, sont maintenant incertaines depuis la survenue du coup d'état militaire du 12 avril dernier.
- Le taux de chômage toucherait environ 30 % des jeunes.

Les performances économiques de la Guinée-Bissau dépendent essentiellement des exportations de noix de cajou et de son prix sur le marché international, attendu en baisse en 2012 en raison de la crise de la dette en Europe. Ainsi, la croissance économique devrait légèrement décélérer en 2012 et 2013 et le déficit courant devrait se détériorer. En raison de la hausse du prix des produits importés, l'inflation, en hausse en 2011, devrait repasser en dessous de la norme de 3 % de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) dès 2013. Le pays était supposé faire des élections présidentielles pour la succession du président Malam Bacai Sanha décédé subitement en janvier d'une mort naturelle. Le deuxième tour qui devait se tenir entre l'ex-Premier ministre Carlos Gomes Junior et Kumba Yala a été empêché par un coup d'état survenu le jeudi 12 avril par des militaires insatisfaits par la réforme sécuritaire en cours. La Guinée-Bissau est en proie à une instabilité politique qui porte atteinte à son développement économique.

Concernant la situation de l'emploi des jeunes, le taux de chômage parmi les jeunes est de l'ordre de 30 %. Cependant, la dégradation du système éducatif suite aux conflits et le faible niveau de qualification constituent un obstacle majeur à l'accès à un emploi rémunérateur. Le Gouvernement travaille actuellement avec l'appui du Bureau international du travail (BIT) et du PNUD sur l'élaboration d'une politique nationale de l'emploi. Un projet d'appui à la création d'emplois et de revenus a ainsi été mis en place en juin 2011 pour favoriser la réinsertion professionnelle des militaires démobilisés.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.5	5.1	4.6	4.9
Inflation IPC	2.2	4.6	3.4	1.9
Balance budgétaire (% PIB)	-0.2	-1.6	-0.2	-1.2
Balance courante (% PIB)	-7.6	-6.7	-7.7	-7.9

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605295>



GUINÉE ÉQUATORIALE

- La croissance économique a fortement rebondi en 2011 et devrait rester élevée en 2012/2013.
- La richesse pétrolière ne profite pas à la majorité de la population dont 75 % vit en dessous du seuil de pauvreté.
- Le chômage chez les jeunes ne cesse de croître et l'activité économique ne permet pas de générer suffisamment d'emplois.

La reprise économique de 2011 a été soutenue par une remontée de l'activité dans le secteur pétrolier et les investissements publics mais les perspectives de croissance de 2012 et 2013 restent modérées. La Guinée Equatoriale demeure fortement dépendante du pétrole qui contribue à hauteur de 78 % à la formation du PIB alors que le gouvernement dispose de moyens financiers importants pour diversifier l'économie. En raison de la hausse des dépenses publiques et de la progression des importations, notamment de produits alimentaires, le taux d'inflation devrait se stabiliser au-dessus de 7 % en 2012. La gestion des finances publiques enregistre des contre-performances qui sont liées à une programmation inadéquate des dépenses d'investissements. Alors que la Guinée Equatoriale détient un des PIB par habitant les plus élevés du continent et que le pays est devenu l'un des principaux producteurs de pétrole de l'Afrique Sub-Saharienne et une destination privilégiée des investissements privés étrangers sur le continent, il n'y a pas eu d'impacts positifs sur la diversification de l'économie, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie de la population.

Entre 2010 et 2020, de 25 000 à 49 000 jeunes devraient entrer sur le marché du travail chaque année. Cependant, la création d'emplois reste limitée, notamment parce que la taille du secteur non-pétrolier est trop modeste, mais aussi parce que le secteur pétrolier n'absorbe que 4 % de la main d'œuvre. De plus, les jeunes ne sont pas ou peu qualifiés, n'atteignent pas les critères minima d'entrée sur le marché du travail et n'ont pas réellement accès à l'information relative aux offres d'emploi. Le PNDES (Plan national de développement économique et social), qui cible la diversification de l'économie, prévoit plusieurs mesures qui soutiennent indirectement l'emploi des jeunes, mais peu de progrès ont été accomplis pour le moment.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	-0.8	7.0	4.0	6.6
Inflation IPC	7.5	7.2	7.1	6.5
Balance budgétaire (% PIB)	-4.8	-2.3	-3.0	-2.6
Balance courante (% PIB)	-23.8	-17.9	-16.4	-8.7

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605162>



KENYA

- L'économie du Kenya a enregistré une croissance modeste en 2011, qui devrait s'accélérer légèrement en 2012 et 2013.
- En 2011, le pays a connu une forte dépréciation de sa monnaie et une inflation rapide, mais tant la monnaie que l'inflation devraient se stabiliser au cours des deux prochaines années.
- Le chômage des jeunes représente 70 % du chômage total.

En 2011, l'économie du Kenya a enregistré une croissance modeste, essentiellement tirée par l'intermédiation financière, le tourisme, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) et l'agriculture. Selon les projections, la croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait progresser modestement en 2012 et 2013. En 2011, elle a été freinée par un environnement économique instable caractérisé par une poussée de l'inflation, la dépréciation du taux de change et le poids de la facture énergétique. Les précipitations limitées au premier semestre 2011 ont comprimé la production alimentaire agrégée, ce qui a contribué de manière significative à l'accélération de l'inflation. Les tensions inflationnistes observées en 2011, ainsi que la dépréciation du schilling kenyan (KES), peuvent en partie être imputées à la décision de la Banque centrale du Kenya (Central Bank of Kenya) d'abaisser son taux des prises en pension de 7 à 6 % en décembre 2010, dans l'espoir de relancer l'activité de prêt et de stimuler la croissance. Cependant, l'augmentation de la demande de consommation a propulsé les prix à la hausse et pesé sur le shilling kenyan, la demande d'importations ayant progressé de manière non négligeable. Selon les projections, le pays devrait renouer avec une inflation à un seul chiffre en 2012 et 2013, à la faveur de l'amélioration de la production alimentaire et de la stabilisation des prix des carburants. L'année 2011 a été marquée par l'adoption d'une législation visant à faire appliquer la nouvelle Constitution, ainsi que par la comparution de six citoyens kenyans devant la Cour pénale internationale, tandis que les partis politiques commençaient à se préparer pour les élections prévues en 2012.

Le chômage des jeunes constitue un problème de plus en plus aigu au Kenya, où il représente 70 % du chômage total. Le fonds pour l'emploi des jeunes (Youth Enterprise Development Fund), la principale agence intervenant dans ce domaine, existe depuis cinq ans. Ce fonds a notamment décaissé près de 6 milliards KES au profit de quelque 157 538 projets de création d'entreprises par des jeunes, a organisé des salons professionnels, construit des éléments d'infrastructure simples et commencé à préfinancer la formation à l'intention des jeunes. Il sera étendu dans les années à venir afin de faire progresser l'emploi des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.6	4.5	5.2	5.5
Inflation IPC	4.1	14.0	7.6	6.9
Balance budgétaire (% PIB)	-7.0	-6.9	-8.0	-7.5
Balance courante (% PIB)	-6.8	-12.2	-11.5	-12.4

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605314>



LESOTHO

- Le Lesotho a dégagé une croissance modeste en 2011, malgré les graves inondations du début d'année. À moyen terme, la croissance économique devrait rester modérée.
- La participation du secteur privé continue de se heurter à des limitations structurelles, alors que ce secteur témoigne d'un très fort potentiel pour la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté.
- Le chômage des jeunes constitue un obstacle de taille pour le développement du pays.

Les graves inondations qui ont frappé le Lesotho au début 2011 ont freiné le rythme de la croissance économique. Selon les projections, celle-ci devrait néanmoins se redresser en 2012 et 2013, sous l'effet d'une amélioration des performances du secteur manufacturier et de la hausse de la demande mondiale de diamants, nonobstant la progression des importations et la faiblesse des recettes en provenance de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). L'investissement dans la Phase II du Lesotho Highlands Water Project et la remise en état de l'infrastructure endommagée par les inondations va contribuer à relancer la croissance. La politique budgétaire reste tributaire des recettes de la SACU, qui représenteront en moyenne 27 % du PIB à moyen terme, ce qui est nettement plus que les 15 % en moyenne relevés pour 2010/11. Le Lesotho a adopté une approche stratégique visant à ramener la dette publique à des niveaux tenables en utilisant les réserves accumulées pour en assurer le service et en constituant des niveaux suffisants de réserves de change. L'expiration des concessions sur les exportations de textiles dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en 2012 devrait peser sur les exportations du pays en direction des États-Unis, et donc sur sa croissance économique à moyen terme.

Le chômage des jeunes constitue un obstacle de taille pour le développement du pays. Selon une enquête auprès de la population active de 2008, parmi les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage s'établissait à 45.1 %. À 52.5 %, les hommes étaient plus touchés que les femmes (37.8 %). Les efforts déployés par le pays pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail par la promotion du travail indépendant ont abouti à la création du programme de promotion de l'emploi des jeunes (Youth Employment Promotion Project, YEP) en 2006. Selon la récente évaluation effectuée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le YEP donne des résultats satisfaisants, comme en témoigne la subvention que l'État va accorder à ce programme, qui sera étendu dans les années à venir.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.6	3.1	4.0	4.5
Inflation IPC	3.6	4.7	6.7	5.3
Balance budgétaire (% PIB)	-3.0	-8.0	-3.4	-0.5
Balance courante (% PIB)	-22.5	-17.3	-9.7	-14.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscale avril (n) / mars (n+1).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605333>



LIBERIA

- Le Liberia devrait enregistrer une forte croissance en 2012 et 2013 grâce à ses exportations de ressources naturelles.
- Les réformes de la gestion des finances publiques ont permis d'améliorer l'efficacité et la transparence dans le secteur public.
- Le développement du capital humain des jeunes reste insuffisant.

En 2011, la croissance du Liberia a été dynamisée par les premières exportations de minerai de fer du pays depuis la fin de la guerre, par de solides exportations de caoutchouc et par une production accrue de bois d'œuvre. Dans les années à venir, les investissements directs étrangers (IDE) dans la construction de mines et les investissements récents dans des plantations de palmiers à huile contribueront à la croissance, laquelle devrait s'accélérer en 2012 et 2013. Si l'extraction de ressources naturelles devrait tirer sa croissance à long terme, le pays s'attache néanmoins à diversifier ses sources de croissance et à créer de l'emploi afin de ne plus dépendre uniquement de ses ressources naturelles, dépendance qui, par le passé, a joué un rôle dans la guerre civile qui a ravagé ce pays. Le taux d'inflation était faible en 2011, et devrait le rester en 2012 et 2013. Bien que les dépenses publiques aient augmenté, le déficit budgétaire n'était pas très élevé en 2011 et devrait demeurer stable en 2012 et 2013. L'État a simplifié les procédures de création d'entreprise et amélioré l'accès au crédit. Cependant, le climat général des affaires est encore problématique, et le développement est entravé par des transports et une infrastructure énergétique insuffisants, surtout en zone rurale, ainsi que par des compétences trop rares pour répondre aux besoins du secteur privé. Les réformes de la gestion des finances publiques et l'introduction de systèmes de gestion de l'information ont amélioré l'efficacité, la transparence et la responsabilisation, mais les capacités institutionnelles sont toujours faibles.

L'alphabétisation des jeunes a progressé, et la prévention et le traitement des maladies infectieuses ont fait des avancées considérables. Toutefois, le pays reste confronté à l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde, et l'accès à l'assainissement est très restreint, surtout dans les zones rurales. Les jeunes enfants bénéficient d'un enseignement public gratuit, mais dont la qualité laisse encore à désirer. Le Liberia a mis en place de nombreux programmes visant à améliorer l'emploi des jeunes ou à promouvoir la formation professionnelle, mais ils pâtissent de leur couverture limitée et d'un manque de coordination.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.5	6.9	8.8	7.2
Inflation IPC	7.5	8.5	5.6	5.7
Balance budgétaire (% PIB)	0.6	-0.8	-1.4	-0.8
Balance courante (% PIB)	-43.5	-36.6	-59.3	-63.4

Source : Données du ministère des Finances et du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les projections (p).

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605352>



LIBYE

- La guerre civile a durement porté atteinte à l'économie de la Libye, en particulier en comprimant la production et les exportations de pétrole, qui constituent la principale source de revenus du pays.
- Le gouvernement provisoire doit garantir la stabilité politique, encourager les réformes économiques et remédier aux inégalités nationales et régionales.
- À court terme, la guerre exacerbe les problèmes d'emploi existants pour les jeunes.

La chute de l'ancien gouvernement a donné pour la première fois à la Libye l'occasion de mettre en œuvre des réformes économiques et sociales impossibles sous le régime précédent, en raison des intérêts acquis. Cependant, la révolution a aussi entraîné de nombreuses difficultés. Le pays a temporairement cessé de produire du pétrole, sa principale source de revenus, tandis que le gel de ses avoirs internationaux lui a posé de gros problèmes de liquidité. Le conflit a mis l'économie formelle au point mort. Toutefois, l'économie devrait se redresser à mesure que la situation politique se stabilisera. Le retour rapide des compagnies pétrolières, conjugué à une aide internationale de grande ampleur, augure bien du redressement post-conflit du pays. Le gouvernement provisoire, dirigé par le Conseil national de transition, prend des mesures pour capitaliser sur les atouts du secteur pétrolier tout en remédiant aux carences de la gestion du régime précédent. Il est peu probable que le niveau des dépenses recule en Libye, car ce pays doit financer des projets d'infrastructure et aussi revaloriser les salaires. Toutefois, le budget, qui a affiché un déficit en 2011, devrait renouer avec un solde positif en 2012. Malgré les nombreux défis que doit relever la Libye, par exemple sur le plan de la gestion économique, de l'inclusion sociale et de la gouvernance, ce pays sera capable de réaliser de grandes avancées dans sa reconstruction si le gouvernement provisoire parvient à maintenir la stabilité.

Le chômage des jeunes, l'un des principaux griefs qui ont conduit au soulèvement de 2011, a été aggravé par les difficultés économiques qui ont fait suite à la guerre civile. La Libye s'est toujours appuyée sur le secteur public pour créer des emplois, choix qui s'est révélé intenable, mais le secteur privé inefficace n'a pas pu compenser ce manque d'emplois. Les inefficiences de l'environnement d'affaires entravent les efforts déployés pour engager des réformes et encourager le secteur privé. Par ailleurs, le système éducatif libyen prépare mal les étudiants à répondre aux exigences du marché du travail.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.9	-41.8	20.1	9.5
Inflation IPC	2.5	11.4	6.0	5.1
Balance budgétaire (% PIB)	8.7	-17.1	13.6	12.2
Balance courante (% PIB)	11.4	-6.0	15.8	13.1

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605371>



MADAGASCAR

- Les projections indiquent une accélération du rythme de la croissance en 2012 et 2013.
- La crise politique a freiné, voire arrêté la plupart des réformes du secteur public.
- Le taux de chômage des jeunes est de 5.9 % contre 3.8 % au niveau national ; cependant, le taux de sous-emploi est très élevé (42.2 %).

L'année 2011 a été marquée par la poursuite de la crise politique qui continue d'avoir des répercussions sur la situation économique et sociale du pays. Cependant, le rythme de la croissance devrait s'accélérer en 2012 et 2013. Cette situation est liée d'une part, aux perspectives politiques qui se dessinent à la faveur de la signature le 17 septembre 2011 de la feuille de sortie de crise, et d'autre part, au dynamisme du sous-secteur minier. Toutefois, la persistance de la crise économique actuelle dans la zone Euro pourrait compromettre cette dynamique.

Les faibles performances de l'économie malgache depuis le début de la crise politique se sont traduites par une forte détérioration des conditions de vie des populations. Les restrictions budgétaires et l'insuffisance en ressources humaines ont contribué à fragiliser davantage les services sociaux de base et leurs capacités à répondre aux besoins des populations. Le VIH/SIDA demeure désormais le seul domaine où les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) seront atteints à Madagascar. La crise politique a également freiné, voir arrêté la plupart des réformes du secteur public. La double crise financière internationale et politique aurait généré environ 336 000 pertes d'emplois et rendu vulnérables environ 90 % des emplois. La situation du marché du travail à Madagascar se caractérise par un taux de chômage des moins de 25 ans de 5.9 % contre 3.8 % au niveau national, mais surtout par un taux de sous-emploi très élevé (42.2 %). Madagascar dispose d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) dont la mise en œuvre se fait à travers un Programme National de Soutien à l'Emploi (PNSE). L'inadéquation entre la formation acquise et la compétence requise notamment au niveau du secteur privé constitue un problème majeur pour l'emploi des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	0.5	0.6	2.4	4.5
Inflation IPC	9.2	9.5	8.3	8.2
Balance budgétaire (% PIB)	-0.9	-1.3	-1.3	-1.2
Balance courante (% PIB)	-9.7	-3.4	-4.4	-4.7

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605390>



MALAWI

- On prévoit pour 2012 et 2013 une légère décélération de la croissance du Malawi.
- La suspension de l'appui budgétaire direct par les donateurs aura des répercussions sur la croissance future.
- Le chômage et le sous-emploi des jeunes restent des problèmes épineux aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel.

Les donateurs ayant suspendu leur aide à cause de piètres fondamentaux macroéconomiques, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du Malawi a chuté en 2011. La baisse du niveau des réserves et la pénurie de devises et de produits de base indispensables, y compris le pétrole et les facteurs de production de l'industrie manufacturière, s'expliquent en partie par la réduction des entrées de capitaux extérieurs. Cette situation a été aggravée par les médiocres recettes du tabac, le principal produit d'exportation du pays. La croissance du PIB malawite reste essentiellement tirée par l'agriculture, même si la contribution des activités minières et du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) a récemment progressé. Les perspectives pour 2012 et 2013 anticipent une croissance lente mais continue. Si le pays parvient à surmonter les difficultés macroéconomiques de 2011, l'inflation restera majoritairement sous la barre des 10 %. La suspension du programme du Fonds monétaire international et de l'appui budgétaire extérieur a obéré la capacité de l'État à atteindre ses objectifs de développement. C'est essentiellement ce qui a provoqué la crise des devises et la crise pétrolière, qui ont elles-mêmes pesé sur les opérations du secteur privé. Suite au décès de Bingu wa Mutharika le 05 avril, l'opposante et vice-présidente Joyce Banda a été investie le 09 avril 2012 suivant les règles de sa constitution.

Le chômage des jeunes reste un problème réel aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel, bien que, selon la définition officielle, seuls 2.7 % des 15-24 ans soient au chômage. Ce taux ne reflète pas le sous-emploi dans le secteur agricole, qui occupe jusqu'à 80 % de la main-d'œuvre, ni la grande pauvreté des travailleurs, due à la faiblesse des salaires : le salaire journalier minimum est inférieur à 1 USD. Compte tenu de l'insuffisance des données sur la population active et du manque d'uniformité dans les définitions, il est difficile d'évaluer l'ampleur du problème. L'absence de politique actualisée axée sur les jeunes, le manque de cohérence dans les responsabilités entre les différents organismes publics et la déficience des capacités institutionnelles pour le développement des compétences demeurent des problèmes sérieux. En outre, l'étroitesse de la base manufacturière et l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre continuent d'entraver la création d'emplois

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6.7	5.8	5.0	5.2
Inflation IPC	7.4	7.6	7.8	8.1
Balance budgétaire (% PIB)	-0.8	-2.0	-3.6	-3.0
Balance courante (% PIB)	-17.5	-18.1	-18.5	-12.1

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605409>



MALI

- La croissance devrait repartir sous l'hypothèse de bonnes conditions agricoles, d'une augmentation des cours de l'or et du coton, et du renforcement des échanges avec la Côte d'Ivoire.
- Les prévisions dépendent aussi des élections prévues en 2012 et de la situation sécuritaire au Nord.
- Le chômage touche 15.4 % des jeunes.

Le contexte macroéconomique du Mali a été marqué en 2011 par une forte baisse de la production agricole due à l'irrégularité des pluies et de leur mauvaise répartition dans le temps et l'espace. A cela s'est ajoutée une conjonction de chocs externes, notamment la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, la guerre en Libye, et le renchérissement des prix des hydrocarbures et des produits alimentaires. La croissance devrait repartir en 2012 et en 2013 sous l'hypothèse de bonnes conditions de campagne agricole, d'une augmentation des cours de l'or et du coton, et du renforcement des échanges avec la Côte d'Ivoire. Les principaux risques au niveau des prévisions pour 2012-2013 sont liés à l'impact des différentes consultations nationales prévues en 2012 (référendum, élections présidentielle et législative), et l'évolution de la situation sécuritaire au Nord du pays marquée par les violences au début de l'année 2012. Le déficit du budget d'Etat s'est amélioré en 2011 mais connaîtra une dégradation en 2012 et 2013 en raison des coûts liés aux élections et à la gestion de la crise au Nord du pays.

Le chômage des jeunes est un problème crucial au Mali. Il est estimé à 15.4 % pour la tranche d'âge de 15 ans à 39 ans, contre 9.6 % pour l'ensemble de la population. Les autorités maliennes ont adopté dès 1998 une politique nationale de l'emploi qui considère l'emploi comme un élément essentiel du développement humain et un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. La politique nationale de l'emploi est mise en œuvre à travers plusieurs projets et programmes dont le Programme Emploi Jeune (PEJ) et le Programme décennal de développement de la formation professionnelle pour l'emploi (PRODEFPE). En dépit de ces initiatives, les résultats atteints en matière de création d'emplois sont en deçà des attentes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.8	2.7	3.5	5.1
Inflation IPC	1.4	3.0	3.8	2.2
Balance budgétaire (% PIB)	-2.7	-1.0	-3.5	-3.4
Balance courante (% PIB)	-7.5	-5.4	-3.1	-4.7

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605428>



MAROC

- La demande intérieure soutenue et les performances agricoles réalisées devraient permettre de maintenir un taux de croissance stable en 2012 et 2013.
- La position de l'Etat s'est vue renforcée par la nouvelle constitution.
- Le chômage des jeunes diplômés reste élevé en raison de l'inéquation des formations avec la demande réelle, et de l'incapacité du secteur public à soutenir l'attrait qu'il génère.

La croissance soutenue du Maroc devrait se maintenir en 2012 et 2013, appuyée à la fois sur un modèle d'ouverture économique et de libéralisation efficient, sur l'essor du secteur agricole et sur le dynamisme de la demande intérieure qui vient contrebalancer le recul des exportations. L'inflation reste modérée bien que les projections pour 2012 et 2013 laissent présager une légère augmentation. Le déficit budgétaire, accru en 2011 par la politique expansionniste de l'État, devrait se résorber en 2012 et 2013. Le Maroc doit réagir à la conjoncture économique dégradée de l'Europe, son principal partenaire économique et composer avec les incidences du printemps arabe qui a entraîné l'abolition de l'ancienne législature, l'adoption d'une nouvelle constitution et l'assermentation d'un nouveau gouvernement.

Le pays fait face à d'importants défis sociaux parmi lesquels la persistance des inégalités, les disparités sociales importantes et les dysfonctionnements du marché de l'emploi qui génèrent un taux de chômage élevé et posent un problème structurel dont les femmes et les jeunes urbains diplômés sont les premières victimes. La stratégie de promotion de l'emploi mise sur une croissance économique forte, combinée avec des politiques publiques volontaristes pour faciliter l'insertion des chômeurs et stimuler l'entrepreneuriat. La difficulté des jeunes à accéder à un premier emploi est principalement liée à l'inadéquation du niveau de formation avec les besoins du marché du travail et à l'attrait des jeunes pour la fonction publique au détriment du secteur privé. Ainsi, une réforme de l'éducation supérieure est en cours afin de mieux préparer les jeunes aux besoins du secteur privé.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.7	4.6	4.5	4.8
Inflation IPC	1.0	0.9	1.6	1.8
Balance budgétaire (% PIB)	-4.6	-6.1	-5.6	-5.0
Balance courante (% PIB)	-4.3	-6.5	-5.3	-4.1

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605485>



MAURICE

- Le taux de croissance du PIB réel de Maurice devrait rester modéré en 2012 et 2013.
- Les autorités mauriciennes sont en train de finaliser une stratégie de gestion de la dette visant à ramener l'endettement public à 50 % à l'horizon 2018.
- Le pays demeure dans le tiers supérieur du classement pour le développement du capital social et humain, mais il est toujours problématique d'y trouver un emploi et de le garder.

Si Maurice enregistre des performances macroéconomiques raisonnablement solides, les incertitudes qui planent sur l'environnement économique mondial continuent de menacer son redressement. À la faveur d'un ensemble de mesures anticycliques, le produit intérieur brut (PIB) réel mauricien a pu enregistrer une croissance modeste en 2011, grâce au rétablissement du tourisme et aux bons résultats des services financiers, des secteurs du transport et des communications ainsi que de la pêche. Les perspectives de rebond pour 2012 restent limitées car la demande extérieure se contracte et, d'après les prévisions, la croissance devrait continuer de se tasser. En 2012 et 2013, le pays devrait néanmoins renouer avec une inflation largement en dessous de 10%. Le gouvernement mauricien a pris des mesures pour approfondir le marché de la dette intérieure et pour améliorer les capacités de gestion de cette dette. Dans ce contexte, les autorités sont en train de finaliser une stratégie de gestion de la dette et de réorganiser l'unité qui en est chargée. En 2012, la dette intérieure devrait s'établir à 54.1 % du PIB, et le gouvernement entend l'avoir ramenée à 50 % à l'horizon 2018.

Le chômage des jeunes demeure problématique à Maurice, où il est très difficile de trouver un emploi et de le conserver. Bien que le taux de chômage des jeunes soit tombé à 21.9 % en 2011, contre 22.5 % en 2010, il reste près de trois fois supérieur au taux national, qui s'établit à 7.9 %. À 26 %, le taux de chômage des jeunes femmes se révèle disproportionné par rapport à celui mesuré pour les hommes jeunes, de 19.2 %. Le plan national de développement des ressources humaines instaure un cadre pour la politique d'éducation ainsi que des programmes de formation et de gestion des carrières afin de répondre aux besoins des employeurs et de réduire le décalage entre demande et offre de travail.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	4.2	4.1	4.0	4.2
Inflation IPC	2.9	6.5	3.7	3.5
Balance budgétaire (% PIB)	-3.2	-3.8	-3.7	-3.9
Balance courante (% PIB)	-8.2	-9.8	-10.2	-10.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605466>



MAURITANIE

- L'économie mauritanienne affiche une croissance significative sur la période 2010-2013.
- L'année 2012 s'annonce comme une année de crise alimentaire aigue.
- Les taux de chômage dans le milieu urbain, de 50.8 % pour les jeunes garçons et 69 % pour les jeunes filles, constituent une préoccupation majeure.

La dynamique de l'économie mauritanienne est tirée essentiellement par le volume important des investissements dans le secteur minier, notamment l'or, le programme d'investissement public et la bonne performance des industries manufacturières. Par ailleurs, la hausse des cours internationaux des produits de base a entraîné la mise en œuvre d'une politique sociale en faveur des couches pauvres, et a été contenue grâce à une meilleure réallocation des ressources. Toutefois, le déficit budgétaire devrait continuer à se dégrader, en raison de la faible mobilisation des ressources extérieures. De plus, l'année 2012 s'annonce comme une année de crise alimentaire aigue avec le déficit pluviométrique et une menace réelle sur le cheptel. La tenue en 2011 du dialogue politique inclusif entre la majorité présidentielle et l'opposition a permis de décrier la tension politique qui a été à l'origine du report des élections législatives et municipales et surtout d'instaurer un climat politique serein, avec la création d'une Commission électorale nationale indépendante et la libéralisation du paysage audiovisuel.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, il constitue une préoccupation majeure. En effet, le chômage est à la fois urbain et juvénile, avec plus de 35 % de taux de chômage dans le milieu urbain et 50.8 % des jeunes garçons et 69 % des jeunes filles de 15 à 24 ans sans emploi. En novembre 2011, avec l'appui de l'Union européenne, le gouvernement a lancé un ambitieux projet triennal visant à améliorer l'adéquation entre la formation et l'emploi. Ce projet concerne surtout les jeunes en situation d'abandon scolaire. Toutefois la question de l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur reste entière et préoccupante. Au classement de l'indice de développement humain (IDH), le pays a reculé de 37 places entre 2010 et 2011.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.2	4.3	4.7	4.9
Inflation IPC	6.3	5.5	6.0	6.4
Balance budgétaire (% PIB)	-1.8	-2.1	-3.1	-2.6
Balance courante (% PIB)	-8.7	-5.3	-6.6	-6.3

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
[StatLink !\[\]\(67337fe6bf23598d4c837f80569dc56b_img.jpg\) http://dx.doi.org/10.1787/888932605447](http://dx.doi.org/10.1787/888932605447)



MOZAMBIQUE

- Le Mozambique ayant commencé à exporter du charbon en 2011, sa croissance devrait rester robuste en 2012 et 2013.
- La principale difficulté à court terme consistera à mener de front des investissements d'infrastructure ambitieux et à fournir des filets de protection sociale.
- Nombre des nouveaux entrants sur le marché du travail sont contraints d'accepter un emploi précaire.

Les premiers mégaprojets miniers du Mozambique ont commencé à opérer en 2011. Les recettes d'exportations de charbon qui en ont découlé, conjuguées à de robustes performances dans les services financiers, les transports, les communications et le secteur du bâtiment des travaux publics (BTP) ont dopé la croissance du produit intérieur brut (PIB). Étant donné que les investissements directs étrangers (IDE) entrent de nouveau massivement dans le pays, surtout dans les industries extractives, et que l'agriculture et l'investissement dans l'infrastructure affichent une croissance solide, la croissance réelle devrait être vigoureuse en 2012 et 2013. La politique de rigueur monétaire maintenue par la Banque centrale, et que vient étayer une politique budgétaire prudente, a endigué l'inflation à la fin de 2011, qui est ressortie légèrement au-dessus de 10 %. Ce contexte propice devrait contenir l'inflation, laissant une certaine latitude pour un assouplissement de la politique monétaire en 2012. Le déploiement de mesures ciblant les plus démunis durant l'année 2011, conjugué à un ambitieux programme d'investissement dans l'infrastructure, pourrait creuser le déficit budgétaire. Le principal défi que devra relever le Mozambique à moyen terme consistera à élargir ses sources de recettes budgétaires à mesure que les flux d'aide s'éroderont. Le niveau de pauvreté semble stagner, quelque 54,7 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national.

Le Mozambique affiche un taux de croissance démographique élevé, et l'on estime à 300 000 le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail chaque année. Si le pays a pu bénéficier d'un taux de croissance économique soutenu, c'est essentiellement grâce à des projets à forte intensité capitalistique, en particulier dans les industries extractives. Le taux de chômage global ressort à 27 %. Majoritairement urbaine, l'économie formelle ne représente qu'environ un tiers de l'emploi. En conséquence, beaucoup de nouveaux entrants sur le marché du travail se voient contraints d'accepter un emploi précaire dans l'économie informelle, aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine, et n'ont guère de perspectives de bénéficier d'un emploi sûr. Plusieurs initiatives publiques s'attaquent au problème du chômage des jeunes. Néanmoins, actuellement, il n'existe pas de stratégie spécifique pour l'emploi des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6,8	7,2	7,5	7,9
Inflation IPC	12,7	10,8	7,2	5,6
Balance budgétaire % PIB	-4,0	-3,3	-6,8	-7,4
Balance courante % PIB	-12,1	-25,6	-25,5	-20,0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs
 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605504>



NAMIBIE

- Même si la croissance économique de la Namibie s'est tassée en 2011, les perspectives à moyen terme demeurent favorables.
- Néanmoins, le ralentissement marqué de l'économie mondiale et les réductions structurelles des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe assombrissent les perspectives.
- Le taux de chômage des jeunes est élevé, de même que l'incidence de la pauvreté et des inégalités.

L'économie namibienne a enregistré un ralentissement en 2011, sous l'effet des performances modestes des activités minières et agricoles. Néanmoins, les perspectives à moyen terme demeurent favorables, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) tirée par le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), l'élevage et l'agriculture, ainsi que par les activités manufacturières et minières. Après des années d'excédent budgétaire dû à une politique macroéconomique prudente, la situation budgétaire s'est nettement dégradée à cause de la crise économique mondiale et des politiques expansionnistes visant à soutenir la croissance. La Namibie faisant partie de la Zone monétaire commune (CMA), elle n'a guère de latitude en termes de politique monétaire. Le système monétaire dual en vigueur dans le pays, avec la circulation simultanée du dollar namibien (NAD) et du rand sud-africain (ZAF), limite la portée des instruments monétaires dont dispose la Namibie ; le principal levier que peut actionner la Banque de Namibie (Bank of Namibia) consiste donc à maintenir un taux de prises en pension différent de celui fixé par la banque centrale d'Afrique du Sud. Les perspectives positives pour la Namibie sont grevées par le ralentissement marqué de l'économie mondiale découlant de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, ainsi que par des réductions structurelles des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).

L'avenir de la Namibie est également obscurci par les difficultés énormes que posent la pauvreté, le chômage élevé et les inégalités. Le pays est confronté à un taux de chômage moyen de 51.2 %, qui grimpe à 80 % parmi les jeunes âgés de 15 à 19 ans si l'on prend en compte les personnes sans emploi ne recherchant pas activement du travail. Le taux de chômage élevé des jeunes est essentiellement imputable au système d'enseignement, qui ne répond pas aux besoins du marché du travail, et ce, bien que ce soit à l'éducation qu'est allouée la plus forte proportion du budget national. La Namibie n'a pas de politique de l'emploi, mais a mis en place plusieurs programmes axés sur les jeunes, notamment le National Youth Service, qui les dote des compétences dont ils ont besoin grâce à une formation professionnelle et les soutient lorsqu'ils créent leur propre entreprise.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6.6	3.8	4.4	4.0
Inflation IPC	4.5	4.8	6.6	4.3
Balance budgétaire % PIB	-1.4	-7.6	-6.5	-6.4
Balance courante % PIB	2.0	-4.0	-1.4	-1.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605523>



NIGER

- Les secteurs minier et pétrolier ainsi que les investissements publics conduiront à de très bonnes performances économiques en 2012 et 2013.
- Les autorités et le FMI ont conclu en décembre 2011 un accord portant sur un nouveau programme triennal 2012/14.
- Le profil des jeunes reste inadapté aux besoins du marché du travail.

Les aléas climatiques, ainsi que les répercussions des crises ivoirienne, nigériane et libyenne, ont ralenti la croissance globale de l'économie en 2011. Cependant, le taux de croissance de 2012 devrait être très élevé grâce notamment aux bonnes performances du secteur pétrolier. Le retour à une vie constitutionnelle normale après la transition militaire consécutive au coup d'Etat du 18 février 2010, a eu des répercussions immédiates au niveau des finances publiques et a entraîné le retour de nombreux partenaires techniques et financiers. Les autorités et le FMI sont parvenus en décembre 2011 à un accord portant sur un nouveau programme triennal 2012-2014. Le déficit budgétaire s'est creusé en 2011, mais les perspectives sont toutefois reluisantes en termes de recettes fiscales compte tenu de la fiscalité attendue du secteur pétrolier. La mise en service fin 2011 de la raffinerie de pétrole de Zinder permettra aussi de soulager le déficit structurel de la balance commerciale, car le pays deviendra exportateur net de produits pétrolier en 2012.

La situation sociale du pays reste préoccupante. Des progrès ont été accomplis dans l'amélioration des conditions de vie des populations mais ne se sont pas encore traduits par une réduction significative de la pauvreté. La demande de travail au Niger est relativement faible, dénotant ainsi la faible propension de l'économie à créer des emplois ; ce qui constitue un obstacle majeur à l'emploi des jeunes. Cette situation est une des conséquences de la faiblesse du secteur secondaire (en moyenne 10 % du PIB) censé absorber la majorité des jeunes diplômés. Toutefois, le profil de la plupart d'entre eux ne correspond pas (40 %) aux domaines demandés par les employeurs, leurs qualifications étant le plus souvent inadaptées.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	8.0	4.2	11.2	6.0
Inflation IPC	0.9	3.4	2.9	2.7
Budgetary balance % GDP	-2.5	-4.9	-0.6	-0.4
Balance courante % PIB	-20.9	-27.2	-26.5	-23.5

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605542>



NIGERIA

- En 2011, le Nigeria a continué d'enregistrer une croissance solide, et les perspectives à court terme restent favorables pour ce pays.
- Néanmoins, l'économie demeure vulnérable aux chocs économiques mondiaux qui pèsent sur sa position budgétaire et sur la stabilité macroéconomique, ce qui compromet ses perspectives de croissance.
- La pauvreté et le chômage des jeunes se maintiennent à des niveaux élevés, malgré la croissance soutenue.

L'économie du Nigeria a dégagé une croissance solide en 2011, principalement tirée par le secteur non pétrolier, et en particulier par les télécommunications, le bâtiment et les travaux publics (BTP), la vente de gros et de détail, l'hôtellerie et la restauration, les industries manufacturières et l'agriculture. Les perspectives du pays à moyen terme demeurent positives. Pour atténuer l'impact de la crise économique mondiale, le gouvernement a mené une politique budgétaire expansionniste destinée à préserver la croissance et les dépenses sociales, ce qui a exercé des tensions sur les prix à la consommation. Le délabrement de l'infrastructure du pays, en particulier l'infrastructure électrique, routière et ferroviaire, empêche le Nigeria de renforcer la capacité d'absorption de son économie, laquelle se heurte aussi à sa dépendance excessive vis-à-vis du secteur pétrolier et gazier. Pour répondre à ces objectifs prioritaires dans son programme de transformation, le gouvernement actuel entend instaurer un environnement propice à la participation du secteur privé au développement de l'infrastructure et encourager les activités non pétrolières. Malgré la domination du secteur pétrolier, l'agriculture joue un rôle non négligeable dans l'économie nationale, puisque c'est le secteur qui apporte la plus grosse contribution au produit intérieur brut (PIB). La croissance durable de l'agriculture constitue le principal moteur qui permet de promouvoir une croissance inclusive, à même de faire reculer la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

Malgré sa croissance vigoureuse, l'économie nigériane ne crée pas d'emplois corrects et la pauvreté est très répandue. Le taux de chômage s'établit actuellement à 23.9 %, contre 21.1 % en 2010, et le taux de chômage des jeunes ressort à 37.7 %, soit l'un des niveaux les plus élevés en Afrique subsaharienne. La pauvreté est également très élevée et persistante, et les indicateurs sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation restent faibles.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.8	6.7	6.9	6.6
Inflation IPC	13.7	10.2	10.1	8.4
Balance budgétaire % PIB	-7.7	-0.2	0.3	0.2
Balance courante % PIB	6.2	11.6	10.8	9.2

Source : Données du bureau national des statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les projections (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605561>



UGANDA

- En 2011, l'économie de l'Ouganda a enregistré un ralentissement perceptible, mais, selon les projections, la croissance du PIB réel devrait s'accélérer en 2012 et 2013.
- Le bond des prix à la consommation, les goulets d'étranglement de l'infrastructure et certains facteurs sociopolitiques continuent de faire obstacle à la croissance.
- Le chômage des jeunes a été estimé à 4.3 %, ce qui est supérieur à la moyenne pour l'ensemble de la population active, qui ressort à 3.8 %.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ouganda devrait s'améliorer en 2012, essentiellement en raison des perspectives favorables du secteur pétrolier. Pour autant, il faudra que les autorités soient en mesure de remédier aux importants goulets d'étranglement de l'infrastructure, en particulier dans le secteur de l'énergie, et d'atténuer divers facteurs de risque, dont ceux liés au changement climatique. Les tensions inflationnistes devraient s'atténuer progressivement en 2012 et en 2013, tant du fait du recul des prix mondiaux de l'alimentation et des carburants que de l'impact de la politique de rigueur monétaire engagée par la banque centrale (Bank of Uganda). Les pouvoirs publics devraient endiguer la progression des dépenses, mais le tassement de l'activité économique a comprimé les recettes collectées, ce qui annulera probablement toute amélioration du solde budgétaire. Sur le front extérieur, le déficit du compte courant devrait se détériorer en 2012 et 2013 car la croissance des importations s'accroîtra alors que les exportations souffriront du ralentissement économique mondial.

L'Ouganda est l'un des pays d'Afrique dont la population est la plus jeune et affiche la croissance la plus rapide. Il doit donc procurer des emplois de bonne qualité à tous ces jeunes. En 2009/10, on a estimé que le pays comptait 5.9 millions de personnes de 15 à 24 ans, soit 19.3 % de la population. Au sens strict, le chômage des jeunes a été estimé à 4.3 %, ce qui est supérieur au chiffre mesuré pour l'ensemble de la population active, lequel s'établit à 3.8 %. Les tendances du sous-emploi et du chômage des jeunes en Ouganda s'expliquent par divers facteurs, dont le manque d'employabilité, un accès limité aux ressources techniques et financières, un système éducatif qui néglige la formation professionnelle et un décalage entre les compétences et les besoins sur le marché du travail.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6,1	4,1	4,5	4,9
Inflation IPC	4,1	18,8	16,0	14,1
Balance budgétaire % PIB	-4,9	-7,4	-8,0	-8,9
Balance courante % PIB	-8,4	-3,6	-10,2	-11,1

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1) / juin (n).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605789>



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- La croissance devrait s'améliorer en 2012, tirée par le secteur agricole et la reprise des investissements dans le secteur minier.
- Le redressement des finances publiques devrait permettre le retour de l'aide extérieure.
- Le chômage élevé des jeunes est aggravé par l'absence d'une politique spécifique en faveur de l'emploi.

Les perspectives économiques pour 2012 sont favorables étant donnée la reprise des projets d'investissement dans les secteurs minier et pétrolier et des financements extérieurs dans le domaine des infrastructures. L'inflation devrait augmenter du fait de la reprise de la demande intérieure mais elle devrait se situer à un niveau inférieur au critère de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Le redressement des finances publiques opéré en 2011 et poursuivi en 2012 devrait permettre la conclusion d'un nouveau programme économique et financier avec le FMI courant 2012 et conduire à la levée de la suspension de plusieurs appuis budgétaires extérieurs. Ces perspectives restent toutefois tributaires de la consolidation de la sécurité, de la paix, et du renforcement du dialogue politique à travers la poursuite du Programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration.

La situation de l'emploi des jeunes reflète les problèmes sociopolitiques et économiques qu'a connus le pays durant ces dernières décennies. Le taux de chômage élevé chez les jeunes et l'absence de réelles opportunités d'emploi, sont aggravés par la structure démographique du pays caractérisée par la prédominance des jeunes au sein de la population active et par l'absence d'une politique spécifique en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle. Le gouvernement ambitionne, d'ici 2015, de mettre en place un cadre institutionnel et réglementaire qui favorise la création d'emplois, de renforcer les institutions en charge de la gestion de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle et de mettre en place un système d'information et de gestion du marché du travail. Afin de faciliter la création de nouvelles opportunités d'embauche, le pays devra également améliorer son climat des affaires et diversifier le secteur productif.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.3	3.0	4.2	4.6
Inflation IPC	1.5	1.0	2.8	2.9
Budget balance % of GDP	-1.4	-2.4	-1.6	-1.4
Balance courante % PIB	-9.9	-8.4	-6.9	-7.9

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605010>



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- La croissance, affectée par les tensions inflationnistes et un climat politique tendu, reste significative sur la période 2010-2013.
- L'amélioration de la gouvernance devrait à terme avoir une incidence positive sur le niveau de vie de la population.
- Plus de 70 % des jeunes sont sous-employés, notamment en milieu urbain.

Portée par l'agriculture, les industries extractives, le commerce et la construction, la croissance devrait rester supérieure à 5 % en 2012 et 2013. Les politiques macroéconomiques menées en 2011 visaient la limitation du crédit net à l'Etat afin de contenir les pressions inflationnistes et de préserver la valeur de la monnaie. Par ailleurs, le pays a bénéficié en 2011, d'une annulation de sa dette restant due. Néanmoins, le solde budgétaire s'est détérioré en 2011, en raison d'une faible mobilisation des recettes et du financement du processus électoral. Afin d'améliorer la gouvernance, le gouvernement a adopté des outils de planification et de programmation budgétaire dans les provinces. Il a également supprimé certaines taxes superflues et perceptions illégales pour assainir le climat des affaires.

Cependant, la situation sociale reste précaire, notamment en raison de l'important déficit nutritionnel de la population et des difficultés d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. La progression du pays vers les objectifs du millénaire pour le développement demeure très lente. La pauvreté touche environ 70,5 % des Congolais dans un pays qui ne dispose ni d'une politique de protection sociale ni de dispositifs favorisant l'accès des jeunes à l'emploi. Ces derniers, même diplômés, peinent à intégrer le marché du travail. Sur 9 000 jeunes qui sortent des universités chaque année, moins de 100 accèdent à l'emploi. Toutefois, le deuxième document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR 2) couvrant la période 2012-2016 prévoit la création de 900 000 emplois par an pour les jeunes, un objectif ambitieux qui semble néanmoins difficile à atteindre.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.2	6.5	5.1	6.0
Inflation IPC	23.5	14.8	15.1	12.2
Budget balance % of GDP	2.4	-6.3	-7.8	-11.0
Balance courante % PIB	-11.7	-10.3	-3.0	-3.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605067>



RÉPUBLIQUE DU CONGO

- La croissance devrait être portée en 2012 par le regain d'activité dans la zone industrielle de Brazzaville et la poursuite du programme d'investissements publics.
- Le soutien du FMI a permis de rétablir la stabilité macroéconomique.
- Le taux de chômage est estimé à 16 % au plan national et à 25 % pour les jeunes.

Les perspectives économiques du Congo demeurent favorables pour 2012 et 2013. Elles s'appuient sur l'entrée en production d'au moins la moitié des seize industries en cours d'implantation dans la zone industrielle de Brazzaville et la poursuite du programme d'investissements publics qui prévoit une hausse réelle de 55% des dépenses en capital en 2012. D'importantes réformes ont été engagées dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) mais le principal défi pour le gouvernement est de maintenir le rythme global des réformes. La gouvernance du secteur des industries extractives a été améliorée et un nouveau code des marchés publics a été adopté. Une réforme fiscale a été engagée et un plan d'action global pour améliorer l'environnement des affaires a été adopté en février 2011. Malgré ces avancées, le Congo doit faire face à d'importants défis, notamment la grande dépendance de l'économie au pétrole qui la rend très vulnérable aux chocs exogènes et explique le faible impact de la croissance sur l'emploi.

Le taux de chômage au niveau national est estimé à 16 %. Mais 25 % de la population âgée de 15 à 29 ans est sans emploi et plus de 42 % lorsqu'on inclut les demandeurs d'emploi découragés. Le niveau de chômage élevé des jeunes est le résultat de plusieurs facteurs : la faible qualité du système éducatif et de formation, une politique de garantie de l'emploi dans le secteur public qui a laissé les jeunes avec des compétences inadéquates pour le secteur privé et l'absence générale de culture entrepreneuriale. A ceci s'ajoute l'insuffisance de la création d'emplois dans le secteur formel du fait de la faible diversification de l'économie et d'un environnement peu favorable au développement du secteur privé.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	8.8	5.3	5.7	4.7
Inflation IPC	5.0	2.5	4.9	3.1
Balance budgétaire % PIB	16.3	22.0	20.0	18.5
Balance courante % PIB	4.7	13.3	14.6	14.5

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605086>



RWANDA

- La croissance du Rwanda est restée solide en 2011, mais on anticipe un ralentissement en 2012 et en 2013.
- Plusieurs facteurs influenceront sur ces perspectives : le financement des programmes d'investissement conduits par l'État, l'amélioration de l'environnement extérieur et la reprise du crédit au secteur privé.
- L'inadéquation des compétences et la croissance limitée de l'emploi sont des causes majeures du chômage des jeunes.

En 2011, la croissance du Rwanda a été tirée par de bonnes récoltes, par une hausse des recettes d'exportation, essentiellement due à l'envolée des cours des produits de base, et par une forte demande intérieure, qu'explique un accroissement du crédit au secteur privé. Y ont également contribué l'expansion des dépenses publiques et la reprise du tourisme. La croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait se tasser en 2012 car l'assainissement budgétaire annoncé va grever la demande globale et des incertitudes planent sur l'économie mondiale. En 2012 et 2013, les politiques macroéconomiques devraient rester axées sur la promotion de la croissance économique parallèlement au maintien de la stabilité. La politique budgétaire vise l'assainissement des finances publiques et le retrait progressif des mesures de relance budgétaire. La balance globale des paiements devrait rester excédentaire en 2012 et 2013 sous l'effet des entrées de capitaux attendues pour financer des investissements privés et publics, mais la persistance des déficits commerciaux demeurera un obstacle significatif à moyen terme.

Le chômage des jeunes reste une difficulté majeure. En effet, plus de 42 % des jeunes sont soit au chômage soit sous-employés, dans le secteur de l'agriculture de subsistance. Le chômage des jeunes s'explique principalement par l'inadéquation des compétences et par la croissance limitée de l'emploi. On estime à 40 % le déficit moyen de compétences et, dans certaines catégories, la demande actuelle dépasse l'offre de 60 % sur l'ensemble des secteurs public, privé et à but non lucratif. La création d'emplois dans le secteur non agricole, estimée à 74 000, n'est pas non plus suffisante pour les quelque 200 000 jeunes qui finissent leur études et entrent sur le marché du travail chaque année. Il existe déjà des cadres de politique publique pour le développement des compétences et pour la création d'emplois aussi bien en zones rurales qu'urbaines, et qui visent aussi à renforcer l'égalité entre hommes et femmes, mais il faut déployer davantage d'efforts pour que ces politiques aient des effets tangibles.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.2	8.6	7.6	6.9
Inflation IPC	2.3	5.6	6.0	6.9
Balance budgétaire % PIB	-0.6	-2.2	-2.1	-1.4
Balance courante % PIB	-7.5	-7.6	-11.3	-10.9

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605580>



SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE

- À São Tomé et Príncipe, la croissance a été modeste en 2011 et devrait le rester à moyen terme.
- Les réformes en cours et à venir demeureront axées sur l'amélioration de la gestion des finances publiques, du contrôle bancaire et de la réglementation du travail.
- Les jeunes ont d'autant plus de difficultés à s'intégrer sur le marché du travail qu'il n'existe pas de politique d'emploi pour eux.

São Tomé et Príncipe est un État fragile, vulnérable aux chocs extérieurs et fortement tributaire de l'agriculture et de l'aide publique au développement (APD). Le secteur des services est le principal moteur de la croissance économique. En 2011, il a contribué pour 48.6 % de cette croissance et il emploie près de 60 % de la main-d'œuvre. La croissance économique dans son ensemble a été tirée par le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), les biens de consommation, la vente de détail, le tourisme et secteur minier. La réforme de la gestion des finances publiques a significativement progressé. Cependant, malgré une politique budgétaire prudente, le déficit global devrait rester élevé en 2012 et 2013. La politique monétaire restrictive a également permis aux autorités de maintenir le seuil minimal de réserves internationales au niveau requis par un accord signé avec le Portugal. À moyen-long terme, São Tomé et Príncipe devra exploiter diverses opportunités régionales pour parvenir à un développement économique durable. Il doit notamment tirer parti des avantages que lui confère sa proximité avec plusieurs pays africains et lever les obstacles non tarifaires qui empêchent sa pleine intégration au sein de la région. L'élection présidentielle libre et transparente, qui s'est tenue en juillet/août 2011, a montré l'engagement du pays envers la paix et la stabilité.

L'absence de politique de l'emploi des jeunes rend difficile leur intégration sur le marché du travail. L'incapacité de l'État à créer des emplois fait des jeunes la catégorie de population la plus vulnérable, ce qui risque, à son tour, de compromettre la stabilité politique et la prospérité économique.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	4.5	4.3	4.4	4.6
Inflation IPC	12.9	9.2	6.5	8.1
Balance budgétaire % PIB	-11.1	-15.9	-14.7	-17.6
Balance courante % PIB	-25.4	-33.9	-30.8	-28

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605618>



SÉNÉGAL

- La croissance économique devrait s'améliorer en 2012 et 2013, tirée par les investissements dans l'énergie et le secteur routier.
- Les échéances électorales et les soulèvements populaires constituent un défi majeur pouvant hypothéquer la stabilité socioéconomique.
- Le taux d'emploi des jeunes est 25 % inférieur à celui des adultes.

La croissance économique devrait s'améliorer en 2012 et 2013 avec la mise en œuvre du Programme du gouvernement, fondé sur l'Instrument de politique économique (ISPE II) 2010-2013 conclu avec le FMI et sur le Document de Politique économique 2011-2015. Les principaux investissements concernent le secteur de l'énergie et le secteur routier, avec la poursuite des travaux de l'autoroute à péage. Toutefois, les incertitudes nées des perspectives électorales de 2012 pourraient influencer négativement la mise en œuvre de l'ISPE II. Les contreperformances de l'agriculture en 2011 et le contexte de menaces de récession de l'économie mondiale constituent des facteurs d'aggravation d'une éventuelle explosion sociale. La hausse continue du déficit budgétaire en 2012 et 2013 appelle à mettre davantage l'accent sur la qualité des dépenses publiques. A cet égard, la mise en œuvre des réformes pourrait être facilitée par la nouvelle légitimité de l'équipe dirigeante issue des élections présidentielle et législative de 2012. Le Sénégal a conduit avec succès sa alternance politique avec la victoire de Macky Sall, élu quatrième président du Sénégal, au second tour de l'élection présidentielle du 25 mars 2012 avec plus de 65% des suffrages face au sortant, Abdoulaye Wade, au pouvoir depuis 2000. Le nouveau gouvernement devra répondre une grande attente et espoir de la population.

Les jeunes Sénégalais sont confrontés à plus de difficultés pour entrer sur le marché du travail, avec un taux d'emploi inférieur de 25 % à celui des adultes. Les initiatives de l'Etat et de ses partenaires n'ont pas encore donné les résultats escomptés en termes de nombre et de qualité des emplois créés pour les jeunes. Le poids démographique des jeunes et le bilan des initiatives en leur faveur commandent d'intégrer les initiatives en matière de promotion d'emploi des jeunes dans une démarche globale.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	4.1	4.0	4.2	4.7
Inflation IPC	1.2	3.0	2.6	1.9
Balance budgétaire % PIB	-5.2	-5.3	-6.3	-6.7
Balance courante % PIB	-6.1	-8.7	-9.1	-9.8

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605599>



SEYCHELLES

- La croissance du PIB des Seychelles a été plus vive que prévu en 2011, mais suit une tendance baissière.
- Le gouvernement a poursuivi ses réformes économiques et maintenu une politique budgétaire axée sur la réduction de la dette publique.
- Le chômage des jeunes reste relativement faible, mais des difficultés demeurent, telles que la réticence à embaucher des personnes qui n'ont jamais travaillé et une préférence pour les expatriés.

Malgré le tassement des investissements directs étrangers (IDE) et le renchérissement des denrées alimentaires et du carburant, l'économie seychelloise a enregistré une croissance plus forte qu'attendu en 2011, à 5 %. Cette performance s'explique par un bond de 11 % des chiffres du tourisme et par l'impact positif des réformes économiques. Le tourisme va rester le principal moteur de la croissance économique en 2012/13, mais avec 70 % des visiteurs venant d'Europe, touchée par la crise financière, la croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait continuer de ralentir en 2012. La hausse de l'inflation et des taux d'intérêts, associée à la poursuite de l'assainissement des finances publiques, va comprimer la demande intérieure. À compter de 2013, la croissance du PIB devrait repartir à la hausse grâce à un environnement économique mondial plus favorable, aux effets des réformes locales et à l'augmentation de l'investissement et des dépenses de consommation. Après la réélection du Président James Michel, le gouvernement a poursuivi sa politique de réduction de la dette publique, et le pays continuera d'afficher un excédent budgétaire en 2012 et 2013. L'introduction prévue d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2012 est bien partie pour aboutir et le gouvernement a validé un nouveau projet de loi sur les finances publiques fin 2011. Le pays continue d'améliorer le cadre réglementaire de l'investissement. Des amendements à la loi sur les institutions financières ont instauré le fondement juridique de nouveaux produits financiers, stimulé la concurrence et réduit le rôle de l'État dans le secteur financier. Les Seychelles ont récemment élaboré une nouvelle stratégie de développement durable et un nouveau plan national de développement sera défini en 2012.

Le chômage des jeunes reste relativement faible aux Seychelles, car l'offre d'emplois se révèle globalement suffisante, et l'État a mis en place divers programmes de formation. Cependant, des problèmes demeurent, notamment l'attitude de la jeunesse seychelloise et les effets de la toxicomanie et autres addictions, qui expliquent la réticence à embaucher des personnes qui n'ont jamais travaillé, ainsi que la préférence donnée aux expatriés.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	6.7	5.0	4.0	5.0
Inflation IPC	-2.4	2.5	3.5	3.7
Balance budgétaire % PIB	2.5	3.8	2.8	0.8
Balance courante % PIB	-22.7	-21.8	-24.6	-27.9

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605637>



SIERRA LEONE

- Grâce à l'intensification de l'activité minière en Sierra Leone, notamment dans les nouvelles mines de fer, la croissance du produit intérieur brut devrait s'accélérer en 2012.
- La gouvernance s'est améliorée ces dernières années, et la Sierra Leone a fait de la lutte contre la corruption l'une de ses priorités.
- Le chômage des jeunes se monte à 60 %, ce qui en fait un problème social des plus épineux.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de la Sierra Leone devrait nettement s'accélérer en 2012 grâce au redressement du secteur minier et à la découverte d'énormes gisements de fer. L'inflation a progressé à un rythme supérieur à 10 % en 2011 sous l'effet, d'une part, du renchérissement international du pétrole et des produits agricoles, et d'autre part, de la dépréciation de la monnaie nationale, le Leone (SLL). Le taux d'inflation devrait reculer progressivement en 2012 et 2013 à la faveur, notamment, de progrès dans la production agricole du pays, de nouvelles taxes et d'un ralentissement de la dépréciation du SLL. La suppression de la subvention aux produits pétroliers et la hausse des redevances issues de la production de diamants se sont traduites par une amélioration du solde budgétaire global en 2011. En outre, les mesures correctives adoptées en 2011 pour renforcer la discipline budgétaire devraient contribuer à réduire le déficit budgétaire en 2012 et 2013. Toutefois, le déficit du compte courant s'est fortement creusé en 2011 en raison de la dégradation du déficit de la balance commerciale, dû à des importations plus massives de machines. Le durcissement de la politique budgétaire et monétaire aidera également la Sierra Leone à mieux gérer la viabilité de sa dette. En outre, les autorités ont placé en tête de leurs priorités des réformes majeures visant à faire reculer la corruption et à assurer la gratuité des soins de santé, ainsi qu'à remettre en état les infrastructures de transport, énergétiques et de soins de santé décaties. La gouvernance s'est améliorée ces dernières années grâce à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Le chômage des jeunes constitue un problème social important pour la Sierra Leone. À 60 %, le taux de chômage de cette catégorie de population est l'un des plus élevés d'Afrique de l'Ouest. Le deuxième Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP II) pour 2008-12 prévoit une nouvelle législation concernant des initiatives en faveur des jeunes, dans le but de mettre en place un environnement favorable au développement, à l'emploi et à l'autonomisation des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.0	5.7	6.2	6.2
Inflation IPC	17.8	18.1	11.7	9.4
Balance budgétaire % PIB	-6.4	-5.3	-4.5	-3.6
Balance courante % PIB	-18.3	-55.7	-9.9	-9.6

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605656>



SOUDAN

- Le PIB réel du Soudan devrait n'afficher qu'une croissance modérée au cours des deux prochaines années, essentiellement à cause d'une diminution des recettes pétrolières et d'une contraction démographique après la sécession du Sud-Soudan.
- Les pouvoirs publics s'efforcent de surmonter les difficultés économiques et sociales grandissantes en introduisant des mesures d'austérité.
- Le taux de chômage des jeunes est élevé et en hausse, notamment parmi les diplômés de l'université.

En 2011, le produit intérieur brut (PIB) réel du Soudan n'a enregistré qu'une croissance modeste sous l'effet de la perte de 75 % des recettes pétrolières et de la sécession du Sud-Soudan en juillet 2011. Ces mêmes facteurs devraient continuer de peser sur la croissance en 2012 et 2013. En 2011, le renchérissement des denrées alimentaires et la dépréciation de la livre soudanaise (SDG) ont propulsé l'inflation moyenne à la hausse. De même, le déficit de la balance des opérations courantes devrait se creuser en 2012 en raison de la diminution des recettes pétrolières, de l'intensification du conflit armé et du financement des accords de paix. Compte tenu des sanctions économiques infligées au pays et d'un fardeau de la dette déjà lourd, les possibilités d'emprunt extérieur restent fortement limitées ; il est donc probable que c'est l'emprunt intérieur qui va s'accroître. Les autorités ont mis en place un programme économique d'urgence sur trois ans visant à comprimer les dépenses. Elles ont supprimé une partie des subventions au sucre et aux produits pétroliers, et devraient restaurer la discipline budgétaire à tous les niveaux de gouvernement grâce à une maîtrise des dépenses.

Les jeunes pâtissent d'un taux de chômage substantiel et en hausse. Le marché du travail soudanais est sous-développé et largement tributaire de l'agriculture et du secteur informel. Actuellement, la participation à la population active et le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans ressortent, respectivement à 32.9 % et 22 %, contre 43 % et 11 % pour l'ensemble de la population en âge de travailler (15-64 ans). Le Soudan affichant un taux de natalité élevé, la population est relativement jeune et une grande proportion des jeunes est en âge de travailler. Les programmes pour l'emploi des jeunes qui existent à ce jour ne sont pas coordonnés au sein d'une stratégie nationale cohérente pour la croissance et pour l'emploi qui serait axée sur les jeunes, et aucune mesure n'a été prise pour remédier aux disparités dans le niveau d'emploi entre milieu urbain et milieu rural ou entre hommes et femmes. Ces programmes et initiatives ne parviennent toujours pas à aider efficacement les jeunes à passer de l'école au monde du travail, ni à réintégrer les victimes de la guerre civile et les anciens soldats dans des activités civiles productives.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	5.0	2.8	2.0	2.8
Inflation IPC	13.0	15.3	19.8	17.0
Balance budgétaire % PIB	-3.1	-4.3	-3.4	-4.3
Balance courante % PIB	-6.4	-7.5	-12.3	-8.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605694>



SUD-SOUDAN

- La fermeture récente d'installations pétrolières et l'effondrement des recettes publiques qui s'est ensuivi ont fortement assombri les perspectives de croissance à court terme du plus jeune pays d'Afrique, le Sud-Soudan.
- Au moment de son indépendance, en juillet 2011, les perspectives semblaient prometteuses. Seulement, les autorités ont repoussé la mise en œuvre de leur ambitieux plan de développement national.
- Il sera extrêmement important de réussir à mobiliser les compétences des jeunes.

Des cours du pétrole élevés, le renforcement de l'aide apportée par les donateurs à la suite de l'indépendance et l'augmentation notable des investissements directs étrangers (IDE), surtout en provenance d'Afrique de l'Est et de Chine, ont permis à l'économie du Sud-Soudan d'afficher de bonnes performances en 2011. Les pouvoirs publics ont mis en place un plan de développement national, plateforme visant le développement cohérent de l'infrastructure, la transformation de l'agriculture et du monde rural, ainsi que l'amélioration de la prestation de services sociaux. La création d'institutions à même d'assurer la cohésion politique et sociale d'un pays encore secoué par des troubles constitue un objectif crucial pour le gouvernement. Les perspectives du Sud-Soudan se sont nettement dégradées vers la fin de l'année 2011, quand les avancées réalisées dans les négociations avec le Soudan sur des sujets allant de la dette extérieure aux droits de transit sur le pétrole ont commencé à se déliter. En représailles à un désaccord avec le Soudan sur des droits de transit jugés exorbitants, le Sud-Soudan a arrêté sa production de pétrole, ce qui s'est traduit par la perte de la quasi-totalité des recettes publiques. Il est peu probable que ce déficit budgétaire puisse être comblé rapidement. À plus long terme, le pays envisage un autre oléoduc vers la mer passant par l'Afrique de l'Est.

Grâce au pétrole et à une population assez peu nombreuse (environ 9 millions d'habitants), le Sud-Soudan affiche l'un des produits intérieurs bruts (PIB) par habitant les plus élevés de l'Afrique de l'Est. La crise associée à la perte de recettes pétrolières démontre avec force l'impérieuse nécessité d'une diversification de l'économie. Le pays possède des terres parmi les plus fertiles d'Afrique, avec de l'eau en abondance que lui apportent lacs et cours d'eau, notamment le Nil. Sa faune et sa flore sont sans égal dans la région, ce qui lui ouvre de belles perspectives pour un tourisme de niche.

Pour l'avenir, les questions d'égalité économique, aussi bien au niveau des ménages que de l'État, vont peser fortement sur les politiques et programmes publics compte tenu de la baisse des recettes et des espoirs d'une amélioration rapide du niveau de vie, encore largement nourris par la population. Au lendemain d'une longue guerre civile, la population reste impatiente, d'autant que près d'un million de Soudanais du Sud ont quitté le Soudan pour revenir chez eux. Avec un taux d'alphabétisation de 40 %, les jeunes sont bien mieux à même de contribuer au développement du pays que le reste de la population : ils ont l'avenir du pays entre leurs mains. C'est la façon dont l'État fera participer ces jeunes instruits, dotés d'une bonne formation, au développement du pays qui en déterminera les progrès à moyen et long terme.

*Ce pays étant nouveau, le modèle de prévision des PEA n'a pu être appliqué faute de données historiques. C'est pourquoi il n'y a pas de projections macroéconomiques pour le Sud-Soudan, et donc pas de tableau 1 y afférent.



SWAZILAND

- La croissance du Swaziland a marqué le pas en 2011 et devrait se détériorer à moyen terme.
- Le pays est principalement entravé par la crise budgétaire, ainsi que par la nécessité de gérer la forte volatilité de ses recettes.
- Le taux de chômage des jeunes dépassant 50 %, la création d'emplois constitue une priorité cruciale de la politique publique.

L'année 2011 a été difficile pour le Swaziland en raison de l'effondrement des transferts découlant des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), d'un niveau de dépenses élevé (en particulier dû aux salaires) et de la faible capacité de l'État à emprunter. La crise a conduit à des coupes dans les dépenses sociales et d'investissements, limitant la demande globale et compromettant la croissance à venir. On anticipe une croissance de près de 150 % des recettes de la SACU sur 2012/13, puis à nouveau un recul marqué en 2013/14. Cette évolution confirme la nécessité de gérer la forte volatilité des recettes publiques, d'améliorer la mobilisation de recettes intérieures, de développer de nouvelles sources de financement, de faire reculer la corruption, de renforcer les achats publics et de dépenser les gains exceptionnels avec prudence. Le Swaziland n'a guère de marge pour sa politique monétaire du fait qu'il est membre de la zone monétaire commune. Si les goulets d'étranglement structurels et budgétaires déjà anciens dans le commerce et l'environnement d'affaires ne sont pas résolus, la croissance en 2013 et au-delà devrait rester l'une des plus faibles d'Afrique subsaharienne.

Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, le Swaziland connaît des niveaux élevés d'inégalités et de pauvreté (63 % de la population en 2010), ainsi que la prévalence du VIH la plus forte au monde. Compte tenu du taux de chômage élevé, surtout parmi les jeunes et les femmes, le manque d'emplois et l'absence d'esprit d'entreprise constituent des obstacles majeurs aussi bien à la prospérité qu'à la stabilité politique du pays. Une politique budgétaire axée sur la croissance devrait aller de pair avec un renforcement de la gouvernance et de l'environnement d'affaires, ainsi qu'avec un accès au crédit plus aisé pour les petites et moyennes entreprises (PME). Les réformes introduites du côté de la demande de main-d'œuvre doivent s'accompagner d'une révision des programmes d'enseignement supérieur et de l'instauration de programmes de formation permettant d'éviter l'inadéquation et la pénurie des compétences. La crise budgétaire a mis en évidence la nécessité d'introduire des programmes de protection sociale adéquats afin d'améliorer le niveau de vie des pauvres et des personnes vulnérables.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	2.0	1.1	0.6	1.0
Inflation IPC	4.5	7.8	6.5	5.5
Balance budgétaire % PIB	-14.3	-9.6	1.3	-5.6
Balance courante % PIB	-16.1	-11.4	-3.3	-5.3

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal avril (n) / mars (n+1).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605713>



TANZANIE

- La croissance du PIB réel de la Tanzanie demeure soutenue, malgré la persistance des problèmes économiques dans la zone euro et les pénuries d'électricité récurrentes dans le pays.
- Les autorités doivent maintenir une politique de rigueur budgétaire et monétaire afin de contenir l'inflation et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide.
- À 8.8 %, le chômage des jeunes touche de manière disproportionnée les femmes et les zones rurales.

L'économie de la Tanzanie a su faire preuve de résilience face aux chocs et devrait rester solide, avec un produit intérieur brut (PIB) en hausse en 2012 et 2013, et bien au-dessus des moyennes régionales. Les services, l'industrie et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) restent les moteurs de l'activité, mais les fréquentes coupures d'électricité continuent d'amoinrir le potentiel de production. Les exportations, qui ont profité, pendant la crise, de l'essor de la demande d'or sur les marchés mondiaux, devraient enregistrer de bonnes performances, avec des prévisions de croissance s'établissant à 10.9 % en 2012 et à 9.7 % en 2013. Dans l'ensemble, les dépenses récurrentes ont progressé davantage que les recettes et les dons, ce qui a contribué à creuser le déficit budgétaire et à augmenter la dette publique. Le déficit budgétaire s'est néanmoins réduit en 2011 et devrait se stabiliser au cours des deux prochaines années. Après avoir largement dépassé sa cible l'année dernière, pour atteindre un taux à deux chiffres sous l'effet de la flambée des prix des produits alimentaires, l'inflation devrait reculer en Tanzanie en 2012 et 2013. Le shilling tanzanien (TZS) subit des tensions depuis 2010, et a cédé 10.6 % en 2011, ce qui a renchéri les importations. L'augmentation des importations de pétrole destinées à répondre aux besoins de la production d'électricité explique la forte demande de devises.

En Tanzanie, le chômage constitue une préoccupation de premier plan, car près de 2.4 millions de personnes, des jeunes pour la plupart, sont sans emploi, ce qui représente 10.7 % de la population. La situation sur le marché du travail des jeunes urbains, en particulier, est critique. Le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes femmes, lesquelles sont de plus en plus nombreuses dans la population active, complique encore la situation. Les effets de la crise mondiale actuelle pourraient engendrer des difficultés supplémentaires, surtout dans le tourisme et dans les secteurs tournés vers l'exportation.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.0	6.4	6.8	7.1
Inflation IPC	6.5	12.7	9.0	8.3
Balance budgétaire % PIB	-7.1	-6.6	-6.6	-6.6
Balance courante % PIB	-7.8	-6.4	-4.9	-6.5

Source : Data from national authorities; estimates (e) and projections (p) based on authors' calculations. Figures for budget balance refer to fiscal year July (n-1) / June (n).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605732>



TCHAD

- Un rebond est attendu en 2012 avec la mise en exploitation d'une raffinerie et de nouvelles unités industrielles.
- Ce regain d'activité contribuera à l'amélioration des finances publiques et de la position extérieure.
- Le chômage, de 34 % en milieu urbain, touche en premier lieu les jeunes et plus particulièrement les primo-demandeurs d'emploi.

La croissance devrait s'accélérer en 2012, tirée d'une part par l'entrée en service d'une raffinerie de pétrole et soutenue d'autre part par le secteur non pétrolier où sont élaborés de nouveaux projets de production d'électricité et de ciment. La croissance économique devrait ensuite se modérer en 2013 avec la diminution progressive de la production de pétrole mais ce ralentissement pourrait être compensé par le raffermissement des cours du pétrole ainsi que par la montée de la filière du coton et le commerce transfrontalier du bétail. Les efforts de maîtrise et de rationalisation des dépenses courantes devraient être maintenus par le gouvernement. Quant à l'inflation, elle devrait se maintenir en deçà du seuil de 3 % (critère de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) sur la période 2012-2013. Les perspectives de l'économie tchadienne dépendront des enjeux suivants : la gestion des conséquences du conflit libyen, la conclusion d'un programme avec le FMI, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), la dégradation des relations économiques du pays avec la Chine et la gestion des aléas climatiques.

Sur une population de 11.2 millions d'habitants, le taux de pauvreté est estimé à 55 % au niveau national et atteindrait jusqu'à 87 % en milieu rural. S'agissant de l'emploi des jeunes, l'avènement de l'ère pétrolière n'a pas permis le financement d'autres secteurs d'activité à même de créer suffisamment d'emplois pour résorber la demande. Par ailleurs, l'Etat n'a pas utilisé la rente pétrolière pour créer les structures de formation nécessaires au développement des emplois de l'industrie extractive pétrolière.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	14.3	2.8	7.0	3.2
Inflation IPC	-2.1	-0.6	2.6	3.0
Balance budgétaire % PIB	-3.8	0.4	0.2	-1.1
Balance courante % PIB	-0.5	2.3	3.0	0.6

Source : Département des statistiques de la BAD, basé sur les données des administrations nationales; calcul des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605029>



TOGO

- La dynamique de croissance économique devrait s'améliorer en 2012 et 2013.
- Les progrès en matière de gestion des finances publiques et de dette extérieure ont permis de réduire le risque de surendettement.
- Le chômage touche 21.4 % des jeunes en milieu urbain contre 5.4 % en milieu rural.

L'activité économique s'est accrue en 2011 et devrait continuer à s'accroître en 2012 et 2013 suite à l'augmentation de la production dans le secteur primaire et aux résultats appréciables du secteur secondaire. Le déficit budgétaire devrait augmenter dans les prochaines années en raison de la poursuite de la politique contra-cyclique pour contrecarrer les effets de la crise mondiale. Sur le plan communautaire, le pays a fait des progrès sensibles dans la satisfaction des critères de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative pour les Pays pauvres très endettés (PPTE) et l'apurement progressif de la dette intérieure ouvrent de nouvelles opportunités pour le pays qui doit adopter une stratégie prudente d'endettement pour le futur. Le pays a vu sa capacité à créer un environnement favorable à la conduite des affaires décroître en 2011. L'Etat s'est engagé dans un processus de modernisation de son administration publique avec le projet e-gouvernement dont la mise en œuvre a débuté en 2012 pour 3 ans. Par ailleurs, le gouvernement continue d'afficher une volonté politique d'apaisement et de réconciliation. Ces efforts ont permis au pays de trouver une place privilégiée au sein de la communauté internationale. Depuis octobre 2011, le Togo est membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies dont il a assuré la présidence en février 2012.

Le chômage touche 21.4 % des jeunes en milieu urbain contre 5.4% en milieu rural. Cependant, le taux de sous-emploi est plus élevé en milieu rural soit 21.7 % contre 16.1 % en milieu urbain. Le système éducatif est peu adapté au marché du travail et aux filières porteuses du pays. En plus de la création en mai 2010 du Ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le gouvernement a lancé plusieurs initiatives en faveur de l'emploi des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.7	3.9	4.2	4.4
Inflation IPC	1.4	3.7	2.6	3.0
Balance budgétaire % PIB	-2.8	-3.8	-4.1	-4.5
Balance courante % PIB	-7.1	-8.0	-8.6	-9.6

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605751>



TUNISIE

- La Tunisie anticipe une croissance modérée pour 2012 et 2013, qui sera tributaire de la stabilité intérieure et régionale.
- La relance dépendra aussi de l'amélioration de la transparence et du climat des affaires.
- Au-delà des plans d'urgence, le problème structurel du chômage des jeunes nécessite des réformes en profondeur.

La révolution du 14 janvier 2011 a permis de dévoiler les fragilités structurelles de l'économie tunisienne, qui continue d'être marquée par une forte prépondérance des secteurs traditionnels à faible valeur ajoutée et un dualisme accentué entre les secteurs off-shore et on-shore. Les fondamentaux de l'économie tunisienne se sont globalement détériorés et le taux de croissance du PIB a affiché un taux faiblement négatif en 2011, dû principalement aux incertitudes politiques qui ont affecté négativement les secteurs touristique et extractifs et l'investissement direct étranger. Le système bancaire est fragilisé. Le conflit libyen a eu aussi des répercussions défavorables sur l'économie tunisienne. Néanmoins, les perspectives économiques à moyen terme demeurent positives. Depuis la révolution, les réformes s'accroissent en matière de gouvernance de l'administration publique, de développement régional, et de liberté de la presse. Le premier suffrage démocratique depuis l'indépendance de la Tunisie, conduit le 23 octobre 2011, a permis au pays d'entamer une nouvelle phase de transition. La relance économique en 2012 dépendra de l'aptitude du gouvernement à mettre en place les politiques nécessaires pour redynamiser l'économie, notamment pour améliorer la transparence et le climat du secteur privé. Aussi, la relance est-elle tributaire de la situation de l'économie européenne, principal partenaire commercial du pays, et de la stabilisation de la Libye.

Avec sept chômeurs sur dix âgés de moins de 30 ans, le chômage des jeunes, notamment diplômés de l'enseignement supérieur, était déjà un problème majeur avant la révolution. Des programmes d'encouragement de l'emploi existent, essentiellement des incitations financières à l'embauche des jeunes et des programmes de formation ; auxquels s'est ajouté en 2011 un nouveau programme d'urgence. La Tunisie doit trouver les mesures les plus efficaces à court terme et entreprendre les réformes structurelles nécessaires, notamment dans le système éducatif.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	3.1	-1.1	2.5	3.7
Inflation IPC	4.4	3.5	4.7	4.9
Balance budgétaire % PIB	-1.3	-3.9	-5.5	-4.9
Balance courante % PIB	-4.8	-7.4	-6.5	-6.1

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605770>



ZAMBIE

- Étayées par de belles performances et par une production satisfaisante dans de nombreux secteurs, ainsi que par une inflation inférieure à 10 %, les perspectives de l'économie zambienne demeurent favorables à moyen terme.
- Le pays reste vulnérable aux chocs extérieurs, et notamment au risque d'une reprise économique mondiale atone.
- Tous les progrès réalisés grâce à la croissance et à une inflation contenue sont ternis par un taux de chômage élevé parmi les jeunes et par la lenteur des avancées dans la lutte contre la pauvreté.

L'économie zambienne a ralenti en 2011, essentiellement sous l'effet de la croissance modeste du secteur minier. Toutefois, les perspectives économiques à moyen terme semblent favorables. La solidité de la croissance sera sous-tendue par un essor de l'agriculture, du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), des industries manufacturières, ainsi que du transport et des communications, et par un rebond du secteur minier. Selon les projections, l'inflation devrait rester sous la barre des 10 %, témoignant de la prudence de la politique monétaire, tandis que la politique de change se donne pour objectif de préserver la compétitivité sur le marché extérieur. L'augmentation des recettes intérieures demeure une priorité à moyen terme, mais si le pays veut considérablement développer les infrastructures, il aura besoin de ressources supplémentaires. L'État envisage de combler ce besoin de financement en émettant 700 millions USD de dette souveraine en 2012. La croissance soutenue de la Zambie pourrait être menacée par la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes et par l'atonie de la reprise économique mondiale, qui risque de peser sur la demande d'exportations zambiennes. De plus, après que l'État a repris le contrôle de la société de télécommunications zambienne récemment privatisée et qu'une agence de notation a, en conséquence, dégradé les perspectives du pays, il sera crucial de préserver la confiance des investisseurs afin d'attirer des investissements directs étrangers.

L'un des principaux défis que le pays doit relever consiste à remédier au taux de chômage élevé des jeunes. Dans les zones urbaines, quelque 63 % des jeunes de 15 à 19 ans et 48 % des 20-24 ans sont sans emploi. Dans les zones rurales, le taux de chômage est de 16 % chez les 15-19 ans et de 7 % chez les 20-24 ans, mais ces chiffres s'expliquent essentiellement par l'emploi agricole informel. On observe aussi des disparités significatives entre hommes et femmes. Sachant qu'en moyenne, environ 300 000 jeunes entrent chaque année sur le marché du travail, les autorités ont mis en place un plan national pour la jeunesse (National Youth Policy) et un fonds pour la création d'entreprises par des jeunes (Youth Enterprise Fund), qui mettent l'accent sur la création d'emplois pour les jeunes via l'entrepreneuriat comme moyen de lutte contre la pauvreté. Les pouvoirs publics annoncent également des projets visant à réformer le service national zambien (Zambian National Service) pour en faire un service de formation des jeunes zambiens (Zambian Youth Training Service) ayant pour mission de renforcer l'acquisition de compétences chez les jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	7.6	6.6	6.9	7.3
Inflation IPC	8.5	8.7	8.0	8.5
Balance budgétaire % PIB	-3.0	-2.6	-3.6	-3.0
Balance courante % PIB	3.6	5.4	3.6	4.0

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605808>



ZIMBABWE

- En 2011, les incohérences de la politique publique et les incertitudes planant sur la situation politique au Zimbabwe ont pesé sur la croissance, qui devrait continuer de se tasser en 2012.
- La réglementation relative au programme d'autonomisation économique et le délabrement de l'infrastructure resteront des freins pour l'économie.
- Le chômage, en particulier chez les jeunes, s'est accru ces dernières années.

En 2011, les incohérences de la politique publique et les incertitudes planant sur la situation politique au Zimbabwe ont pesé sur la croissance, qui devrait continuer de se tasser en 2012. Ce repli de la croissance témoigne des problèmes économiques du pays : ressources limitées, coût du capital élevé, incohérences concernant surtout la législation sur l'autonomisation économique et sur l'indigénisation, délabrement de l'infrastructure, technologies obsolètes, pannes fréquentes et insuffisances de l'alimentation en électricité et en eau. Ces risques sont aggravés par les conflits entre les partenaires au pouvoir à propos de la nouvelle constitution, du référendum national en vue de son adoption et des élections nationales à venir. Cependant, en 2013, l'activité économique dans l'agriculture, les mines, les industries manufacturières et le transport devrait faire repartir la croissance. Même si l'État applique un principe de budget de trésorerie, le déficit budgétaire s'est en partie résorbé en 2011 et devrait continuer sur cette voie en 2012 et 2013. L'inflation devrait progresser, sans passer à un taux à deux chiffres en 2012 et 2013. Dans l'ensemble, l'évolution de l'inflation à court et moyen terme restera influencée par le taux de change USD/ZAF (rand sud africain), par l'inflation en Afrique du Sud, par les cours internationaux du pétrole et par les tarifs des services collectifs locaux.

Si l'on ne dispose pas de données officielles récentes sur le chômage, on pense qu'il a progressé au fil des ans. Les jeunes de 15 à 24 ans constituent l'essentiel des sans-emplois (près de 60 % en 2004). Pour remédier à ce problème, en juin 2010, les autorités ont adopté un cadre national pour l'emploi comportant des initiatives pour l'emploi des jeunes.

Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011(e)	2012(p)	2013(p)
Taux de croissance du PIB réel	9.0	6.8	4.4	5.1
Inflation IPC	3.1	5.3	6.5	6.7
Balance budgétaire % PIB	-4.3	-3.2	-2.8	-3.0
Balance courante % PIB	-19.7	-25.5	-24.5	-26.8

Source : Données des autorités du pays; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932605827>



Extrait de :
African Economic Outlook 2012
Promoting Youth Employment

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2012-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Banque africaine de développement, *et al.* (2012), « Fiches pays », dans *African Economic Outlook 2012 : Promoting Youth Employment*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2012-9-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.